

 Édito

FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT :

# Des mots et des maux

**R**eflet de l'économie mondiale, le constat s'impose : les flux financiers qui financent le développement, s'ils sont accrus quantitativement, ont changé profondément de nature. Pareils aux grandes tendances de l'économie internationale, ils sont devenus essentiellement privés.

En tentant de donner un semblant d'explication à ce processus, on peut poser une première hypothèse, celle, assez basique, d'un prolongement logique des politiques d'ajustement structurel imposées aux pays endettés dans le courant des années 90. Ces politiques, faut-il le rappeler, prônaient l'ouverture des frontières étatiques aux capitaux étrangers — donc privés —, une diminution des importations et une augmentation des exportations.

Mais, le changement de la nature des flux financiers du développement est allé de pair avec un renforcement d'une logique « tout au gagnant ». C'est ainsi que l'examen de la destination de ces flux montre clairement qu'ils se dirigent de plus en plus, et majoritairement, vers l'Asie, au détriment de l'Afrique. On constate aussi une différence de taille selon la nature économique des pays. Ainsi, les pays pétroliers seraient mieux — et de mieux en mieux — servis que les autres. On pourrait s'en étonner, compte tenu de l'avenir limité de l'énergie pétrolière, on peut également donner un semblant d'explication à ce phénomène par le fait que les entreprises pétrolières — qui par ailleurs se diversifient vers d'autres secteurs que celui très strict de la production énergétique —, occupent toujours le haut du classement dans la liste établie annuellement par la conférence des Nations unies pour le Commerce et le Développement (CNUCED), avant les industries automobiles et chimiques, et bien avant les électroniques et les métallurgiques ou d'autres secteurs encore.

Au vu de ces données, on pourrait légitimement se demander si l'heure de l'aide publique au développement (APD) n'a pas simplement sonné. C'est ce que certains interprètent un peu rapidement, arguant d'un soi-disant manque d'efficacité de l'aide au développement public. Cela revient à se demander si l'aide privée n'est pas plus efficace que l'aide publique et donc, inévitablement, si l'aide, quelle qu'elle soit, répond bien à des besoins identifiés comme tels.

Certains, à l'instar de Quenan, économiste, plaident pour une progression des flux d'origine privée déduisant qu'ils auraient un effet positif sur le relâchement de la contrainte extérieure qui alourdit tellement la dépendance de pays du Sud. Il propose dès lors de multiplier les fonds de capitaux et d'encourager les placements éthiques. La taxe Tobin semble bel et bien se situer dans cette mouvance.

A priori, on peut se dire que l'efficacité n'a pas la même définition pour tous sans doute. Une aide privée ne répondra

jamais qu'à ses besoins propres, à ses attentes et à ses aspirations, qui restent liés à des objectifs de marché. Et l'on sait les résultats d'une logique de développement axée sur le marché, logique basée sur le postulat, fondamentalement faux, de l'égalité de l'épargne globale et des investissements locaux. Une aide publique suppose que l'on admette une fois pour toutes qu'il y ait des biens publics internationaux qui posent la question de l'action collective et que l'aide doit se tourner avant tout vers le développement social.

Les entreprises semblent aujourd'hui s'être insérées ou tenter de s'insérer dans ce qui reste d'espace public et l'aide publique au développement n'a pas échappé au processus. En Belgique, leur association à quelques ONG et syndicats, dans le cadre du Corporate Funding Program, en est une illustration. En Europe, s'est posée la question de la « subsidiarité » ou du bon niveau de l'action publique. La crise asiatique a révélé la teneur de ces débats. Tenus longtemps pour des modèles par les partisans du développement par le libre-échange généralisé, les pays asiatiques ont connu un échec foudroyant. Si certains ont voulu voir la cause de cette crise dans la conjonction de différents facteurs, d'autres lui préfèrent une explication systémique et internationale.

La primauté à l'aide publique au développement reviendrait en quelque sorte à admettre le principe de la course à handicap pour les pays les plus pauvres. Elle s'accommoderait de visées internationalistes, keynésiennes et même, d'un paternalisme en vigueur dans certains milieux libéraux.

Le développement économique passe en principe par la mobilisation de ressources financières. Or, la localisation de ces ressources dans le Sud met le Nord en face de lourdes responsabilités. Si l'on excepte un certain nombre de pays qui, de par la géographie humaine, peuvent souffrir de handicaps tels que leur seule existence nécessite une réponse collective, un grand nombre de pays en développement produisent des richesses. Mais cette production passe par des intermédiaires. Que l'on songe à l'Angola, au Congo ou au Nigeria. Or de ces pays-là se trouve, pour faire court, sur le compte d'actionnaires de grandes compagnies basées au Nord.

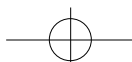
On peut aussi rétorquer à ceux qui, à l'instar d'un ancien ministre belge et d'un ex-Premier ministre français, plaident, de façon très intéressante, pour la mobilisation de l'épargne locale, que la vraie épargne des pays concernés se trouve en réalité dans des banques suisses, sur des comptes numérotés.

En bref, le débat sur le financement du développement est en réalité celui de la croissance et de son utilité face aux besoins des populations. C'est donc aussi autre chose qu'un simple débat technique. ■

Anne Peeters


 N°29  
mars-avril 2001

GRESEA Échos





# Le développement a aussi une histoire

**Le développement n'est pas une notion neutre. Il est le fruit d'une histoire, le résultat d'idéologies. Son financement aussi n'est pas aseptisé. Il est l'un des signes les plus visibles des postulats sur la croissance et le développement.**

Le premier outil est la parole, écrivait Jacques Attali (1). Cependant, dans son usage, cet outil peut devenir très redoutable car il est l'expression verbale de la pensée. Ceci explique l'importance particulière que nous accordons tous à la signification ou au sens des mots.

Les mots, disait P.L. Berger, «*décrivent les réalités de la vie humaine. Mais les mots ont aussi le pouvoir de créer et de modeler les réalités*»(2).

Ces remarques, si elles sont mises d'emblée en avant, c'est pour suggérer le remplacement de la notion de «développement» dans son contexte historique même si, comme l'affirmait le philosophe Paul Valéry, «*l'histoire ne nous permet guère de prévoir, elle peut, associée à l'indépendance d'esprit, nous aider à mieux voir*»(3).

Le développement n'est pas un terme ou une notion neutre. S'il est si controversé, c'est parce qu'il se présente souvent comme une pensée. Une pensée dominante qui essaie, dans une tentative d'explication d'une réalité «autre», de coordonner des affirmations reposant généralement sur des

métaphores ou des présupposés culturels. A certains égards, le développement peut être assimilé à une idéologie, un système de représentations qui prétend apporter un savoir incontestable dans pratiquement tous les domaines. D'où ce déterminisme qui l'accompagne dans la manière de voir, de concevoir et de comprendre la politique, l'économie, la société et la culture des pays en développement.

Cette pensée a produit un discours. Un discours officiel, globalisant et donc forcément réducteur. Une sorte de langage universel «explicateur» de la situation actuelle et «énonciateur» ou «annonceur» des solutions pour l'avenir. Elle a érigé des institutions et des organisations nationales et internationales, créé une discipline avec des ramifications et des spécialisations diverses et formé des experts et des spécialistes qui produisent des rapports, prodiguent des conseils et formulent des politiques.

Pour comprendre le «développement», il faut remonter à l'origine de cette notion-concept. Nous sommes en 1945. Plusieurs pays européens sont sortis humainement meurtris, économiquement ruinés et politiquement affaiblis de la deuxième guerre mondiale. Les nouvelles puissances de l'époque, les U.S.A. et l'U.R.S.S., s'étaient, pour des raisons différentes, prononcées ouvertement contre le maintien des

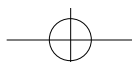
empires coloniaux. Il est vrai que les démocrates occidentaux, en guerre contre le nazisme, avaient à maintes reprises pris des positions favorables pour l'autodétermination. Néanmoins, de nombreux historiens s'accordent à dire que deux événements avaient accéléré le processus de la décolonisation. Processus déjà amorcé par les luttes menées par des mouvements de libération créés un peu partout dans les pays colonisés. D'une part, la Déclaration universelle des Droits de l'homme stipula dans son article premier «*tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité*». Article 2 : «*Chacun peut se prévaloir de tous les droits et de toutes les libertés proclamés dans la présente Déclaration, sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'origine politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation*». Cette Déclaration a été accueillie comme une reconnaissance internationale de la justice de la lutte pour l'égalité, la justice, la liberté et la dignité humaine. Elle est l'illustration de la faillite des idéologies criminelles bâties sur le concept fallacieux et néfaste de la supériorité décrite d'une «race».

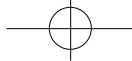
D'autre part, le discours du Président Truman sur l'état de l'Union en 1949 et d'autres considèrent comme le te-

(1) Jacques Attali, «La Parole et l'Outil». Presse Universitaires de France. Paris (1975).

(2) Berger P.L., «Les mystificateurs du progrès, Brésil à la Chine». PUF, Paris 1978.

(3) Paul Valéry, «Discours sur l'Histoire».





## Le finance du développe **ment**

dateur du concept «développement» proprement parler. Dans le point de vue de ce discours, on pouvait lire : *nous faut lancer un nouveau programme soit audacieux et qui mette les avantages de notre avance scientifique et de notre progrès industriel au service de l'amélioration et de la croissance des régions sous-développées* (3). *Je crois que nous devrions mettre à la disposition des peuples pacifiques les avances de notre réserve de connaissance technique afin de les aider à réaliser la vie meilleure à laquelle ils aspirent. Et, en collaboration avec d'autres nations, nous devrions encourager l'investissement de capitaux dans les régions où le développement fait défaut...*

Ce discours est considéré comme un message «obligé» pour toutes celles et tous ceux que le «développement» concerne. Commentant ce discours, Firouzeh Nahavandi, écrivait : *«L'analyse de ce discours est extrêmement instructive car la connaissance des rapports instaurés entre les pays «développés» et les pays «en voie de développement». Une situation est découlée et on procède à sa définition d'après des catégories et les standards occidentaux. Là, découlent «naturellement» les solutions aux problèmes mis en évidence. Le formalisme teinte évidemment tout le texte. Il faut noter que toute l'approche du développement, dans les années suivantes, procédera de la même manière et ce, quelle que soit l'idéologie»* (4).

À partir de cet événement, ceux qu'on appelait jadis les primitifs, sauvages, barbares, arriérés, seraient dorénavant catalogués de «sous-développés» ! En 1952, le démographe Alfred Hensley, dans un article désormais célèbre : *«Trois mondes, une planète»*, introduisit la notion du «tiers-monde». Mais, comme ce nouveau stigmatisme (Nahavandi) ne suffisait pas, les organisations internationales, pour des raisons notamment liées au financement, ont dû créer un bon d'introduire par la suite de nouvelles catégories : les pays les plus avancés, les pays intermédiaires, les pays émergents, les pays nouvellement industrialisés, les pays en transition,...

Pendant ce temps, conscients de l'affaiblissement des métropoles coloniales, les dirigeants nationalistes se saisirent de cette conjoncture historique pour revendiquer l'indépendance de leurs pays. De leur côté, ces mêmes métropoles faisaient un autre calcul. Elles estimaient *«plus rentables d'en revenir à l'empire informel du milieu du XIXème siècle, qui consistait à tirer les bénéfices de l'exploitation du tiers-monde sans en assumer ni le coût ni la responsabilité, ni affronter la réprobation internationale»* (5).

Cette logique allait marquer l'histoire des pays du tiers monde tout au long de la deuxième moitié du XXème siècle.

### Le développement comme idéologie

Ainsi, le développement *«a d'abord surgi comme idéologie»* (6). Quelques objectifs vagues et imprécis ont été fixés au départ, pour déboucher par la suite sur des choix plus stratégiques dont le souci majeur résidait dans le maintien des équilibres géopolitiques de l'époque, plutôt que dans l'étude des réalités vécues par des populations exténuées.

Comme technique, le développement n'est pas ce qu'on pourrait appeler une réussite. Mahbub Ul Haq, qui fut expert en planification au Pakistan, énumère quelques échecs retentissants de cette technique miracle :

- «1948-1955 : L'industrialisation par substitution aux importations est la clé du développement.
- 1960-1965 : La substitution aux importations est une erreur ; la promotion des exportations est la seule solution.

- 1966-1967 : L'industrialisation est une illusion ; seule la croissance rapide de l'agriculture apporte la réponse au sous-développement.
- 1967-1968 : Pour éviter d'être submergé par le trop-plein de population, il faut accorder la priorité au contrôle démographique.
- 1971-1975 : En réalité, les masses n'ont rien à gagner au développement. Il faut donc rejeter la croissance du PNB et mettre en avant l'impératif de redistribution»(7).

On pourrait, sans peine, compléter la liste si une irrésistible envie de la mettre à jour devait subitement s'emparer de nous. Sait-on jamais !

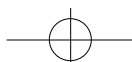
Ces «recettes» découlent pour la plupart d'entre elles d'une certaine théorisation du développement. En particulier des théories de la modernisation en provenance des Etats-Unis qui étaient plus préoccupés de rechercher un antidote contre la contamination communiste qu'à satisfaire les besoins fondamentaux des populations du tiers-monde. Le plus connu de ce courant est sans doute Rostow Walt Whitman, à l'époque professeur à Harvard et ancien conseiller du président Kennedy. C'est lui qui inventa le concept du «décollage» économique. Selon Rostow, toute société traverse dans son évolution cinq phases successives : la société traditionnelle, les conditions préalables du décollage, le décollage, la maturité économique pour «atterrir» enfin et en toute sécurité dans l'ère de la consommation de masse.

(4) Firouzeh Nahavandi : «Stigmatisme. Introduction à l'étude des pays dits en voie de développement» Bruylant. Bruxelles 200

(5) Catherine Coquery-Vidrovitch : «Trente années perdues, ou étape d'une longue évolution ?» in *Afrique contemporaine* sous la direction de Jacques Alibert, numéro spécial, 4ème trimestre 199

(6) Marcel Y. Fabre : «Modèle conceptuel du développement». L'Harmattan. 199

(7) Dans Pierre Jacquemot : «Economie et sociologie du tiers monde». L'Harmattan. Paris 198





## Le développement a aussi une histoire

Des intellectuels catalogués «tiers-mondistes» ont développé et défendu des thèses et des approches plus radicales. Que ce soit les théories de la dépendance ou du capitalisme des pays du centre et de la périphérie, ou encore de l'échange inégal. Toutes ces approches préconisent la rupture avec la division internationale du travail et avec la logique du système capitaliste mondial. Quoi de plus cohérent, puisqu'en réalité elles sont toutes inspirées par une démarche néo-marxiste qui considère que l'expansion du capitalisme aboutit inévitablement à l'impérialisme, c'est-à-dire à l'exploitation, l'asservissement et l'aliénation des peuples et des nations économiquement moins solides. Ces intellectuels, malgré leur écartement de la scène politique officielle, continuent de bénéficier d'un réel respect et d'une certaine admiration surtout auprès de la jeunesse scolarisée.

### Le développement est-il soluble dans le temps ?

Les idées de Rostow ont fait des émules jusque dans les cercles de décision qui entouraient les dirigeants des pays fraîchement indépendants. Pendant les années '60, la technologie était perçue comme un facteur déterminant dans le décollage économique ardemment attendu. Un moyen magique pour résoudre les nombreux problèmes que rencontraient ces jeunes Etats. Un catalyseur providentiel pour accélérer le rythme des réformes indispensables pour le développement.

L'enthousiasme et l'espoir étaient de mise. Le développement ne faisait pas de doute. La liberté arrachée, l'essentiel était réalisé. Vivement demain !

La décennie '70 a freiné l'enthousiasme des années précédentes. Le rêve du rattrapage s'était transformé en un véritable cauchemar. Les famines et la misère, qu'on croyait révolues, sévis-

saient à nouveau. Le monde rural était frappé de plein fouet. Le doute s'est installé sur le bien-fondé d'une politique économique basée sur une croissance tout azimut. Des voix s'élevèrent pour dénoncer le rôle de pourvoyeur de matières premières attribué au Tiers-Monde par la nouvelle division internationale du travail.

Craignant la marginalisation pure et simple, ces mêmes pays avaient plaidé pour un nouvel ordre économique international (NOEI). En vain.

La décennie 1980-1990 accentuera l'écart entre les pays industrialisés et ceux du Tiers-Monde. L'endettement est devenu préoccupant. Certains pays avaient annoncé la cessation de paiement de leurs dettes extérieures. Ce qui avait provoqué l'affolement général des créanciers, les institutions financières du Nord. Le FMI et la Banque mondiale s'étaient saisis de l'affaire. Il fallait empêcher coûte que coûte une banqueroute planétaire. La solution toute trouvée : les programmes d'ajustement structurel. Une vraie hécatombe : dévaluation vertigineuse de la monnaie nationale, compression drastique des budgets publics, suppression des caisses de compensations qui permettaient aux plus démunis d'accéder à un minimum vital, libéralisation des marchés, privatisation des entreprises publiques rentables, fermeture de celles qui ne l'étaient pas... Toutes les économies des pays du Tiers-Monde étaient réorientées vers un objectif rendu prioritaire : le remboursement de la dette extérieure.

La décennie 1990-2000 consacra les USA comme seule puissance hégémonique. L'implosion suivie par la dislocation de l'ex-empire soviétique avait provoqué un mouvement de rééquilibrage ou de redéfinition des rapports régionaux et inter-continentaux. Les guerres et les massacres des populations se succèdent : Le Golfe, le Rwanda, l'ex-Yougoslavie, la Géorgie, la Tchétchénie, la Somalie, l'Éthiopie,

l'ex-Zaïre, le Congo Brazzaville, le Soudan, le Nicaragua, le Cambodge.

Les «humanitaires» ont emboîté pas aux militaires. On recourt à l'humanitarisme pour dissimuler les vraies raisons et les vrais responsables de cette situation.

C'est aussi la décennie de l'Organisation mondiale du Commerce (OMC), de la libéralisation forcée de l'économie mondiale, de la spéculation financière effrénée, de la nouvelle économie : e-économie, e-finance, e-commerce, start-up ...

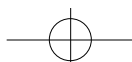
Le Nord a choisi d'évacuer le Sud ne conservant que ce qui lui est strictement nécessaire, matières premières bien sûr, mais aussi plusieurs régions d'une importance géopolitique capitale.

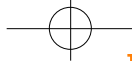
Un indicateur : le rapport entre le revenu du pays le plus riche et le plus pauvre était d'environ 3 à 1 en 1870, puis de 35 à 1 en 1950, de 44 à 1 en 1973 pour atteindre à 72 à 1 en 1998 (8).

Développement, vous avez dit développement ?! ■

Brahim Lahouari

(8) PNUD : Rapport 2000.





# Le paradigme du développement

Pour Samir Amin, le capitalisme et sa version ultime — la mondialisation — ont de lourdes implications pour les pays du Sud. La polarisation des mondes en est la principale. Un constat qui ne laisse guère de choix et d'alternatives, semble-t-il, aux pays de la périphérie.

Le développement est un concept idéologique qui suppose la définition du projet sociétal qui est l'objectif de son déploiement. Parce qu'ils craignent que ce projet ne soit celui d'une utopie pure et simple, les «réalistes» assimilent le développement «possible» (le seul «possible») comme l'ajustement intelligent aux tendances spontanées du système (capitaliste bien entendu) et réduisent le concept de développement à celui d'expansion du marché (sur la base des rapports sociaux propres au capitalisme), éludant par là même tout objectif de transformation qualitative allant au-delà des logiques fondamentales du système.

Or, le capitalisme mondialisé réellement existant est par nature polarisant, rendant par là même vain tout espoir de voir un jour ses «périphéries» rattraper ses «centres» (cf. Polarisation, capitalisme central, capitalisme périphérique). Dans ces conditions, le développement est confronté au double défi à la fois de développer les forces productives («rattraper» en partie tout au moins) et de «faire autre chose» (sortir des logiques strictes du capitalisme).

Les concepts de développement autocentré (endogène, «self reliant»), la définition du contenu social de celui-ci (bourgeois, étatique, national populaire) cohérent avec les objectifs de ce développement autocentré et historiquement possible, celle des moyens à

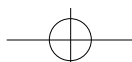
mettre en oeuvre à cette fin, entre autres de la «déconnexion» (en anglais «*delinking*») par rapport aux logiques dominantes du capitalisme mondialisé, celle de la perspective à long terme du projet de société mondiale dans laquelle s'inscrivent les avancées et les transformations rendues possibles par elles (la perspective du socialisme ou celle du projet sociétal d'avenir quelle qu'en soit la dénomination), sont ensemble au cœur de la problématique du développement dont ils définissent les contours du paradigme. Celui-ci est donc un paradigme critique du monde actuel réellement existant, dans toutes ses dimensions, et de ce fait mobilise l'imaginaire inventif propre à l'utopie créatrice.

## Le capitalisme mondialisé réellement existant est polarisant par nature

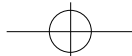
Le capitalisme envisagé abstraitement comme mode de production, est fondé sur un marché intégré dans ses trois dimensions (marché des produits du travail social, marché des capitaux, marché du travail). Mais le capitalisme considéré comme système mondial réellement existant est fondé sur l'expansion mondiale du marché dans ses deux premières dimensions seulement, la constitution d'un véritable marché mondial du travail étant exclue par la persistance des frontières politiques d'Etat, en dépit de la mondialisation économique, toujours tronquée de ce fait. Pour cette raison, le

capitalisme réellement existant est nécessairement polarisant à l'échelle mondiale et le développement inégal qu'il fonde devient la contradiction grandissante la plus violente des temps modernes qui ne peut être surmontée dans le cadre de la logique du capitalisme. Ce fait impose la vision d'une transition de longue durée au socialisme mondial. Car si le capitalisme a créé les bases d'une économie et d'une société planétaire, il est incapable de mener jusqu'à son terme la logique de la mondialisation. Le socialisme, conçu comme un stade qualitativement supérieur de l'humanité, ne peut être, de ce fait, qu'universel. Mais sa construction passe par une très longue transition historique dans laquelle s'impose une stratégie de négation contradictoire de la mondialisation capitaliste.

L'analyse du capitalisme mondialisé impose de distinguer la loi de la valeur de la forme spécifique que représente la loi de la valeur mondialisée. Le capitalisme mondial n'est pas gouverné par la loi de la valeur tout court (celle qui fonde le mode de production capitaliste envisagé dans sa plus grande abstraction); il est gouverné par la loi de la valeur mondialisée (la forme de la loi de la valeur qui procède du marché mondial bidimensionnel). La loi de la valeur tout court impliquerait que les rémunérations du travail soient partout à travers le monde égales à productivité égale. La loi de la valeur mondialisée produit des rémuné-







## Le paradigme du développement

rations du travail inégales à productivité égale, tandis que les prix des marchandises et les rémunérations du capital tendent à s'égaliser à l'échelle mondiale. La polarisation est le produit de cette situation. La stratégie de la longue transition au socialisme mondial implique donc une déconnexion du système des critères de la rationalité des choix économiques par rapport au système des critères dérivés de la soumission à la loi de la valeur mondialisée.

Dans sa traduction en termes de stratégie politique et sociale, ce principe général signifie que la longue transition constitue un passage obligé, incontournable, par la construction d'une société nationale populaire, associée à celle d'une économie nationale autocétrée. Cette construction est contradictoire dans tous ses aspects: elle associe des critères, institutions, modes d'opération de nature capitaliste à des aspirations et des réformes sociales en conflit avec la logique du capitalisme mondial, elle associe une certaine ouverture extérieure (contrôlée autant que possible) et la protection des exigences des transformations sociales progressistes, en conflit avec les intérêts capitalistes dominants. Les classes dirigeantes, par leur nature historique, inscrivent leurs visions et aspirations dans la perspective du capitalisme mondial réellement existant et, bon gré mal gré, soumettent leurs stratégies aux contraintes de l'expansion mondiale du capitalisme. C'est pourquoi elles ne peuvent pas réellement envisager la déconnexion. Celle-ci, par contre, s'impose aux classes populaires dès lors qu'elles tentent d'utiliser le pouvoir politique pour transformer leurs conditions et se libérer des conséquences inhumaines qui leur sont faites par l'expansion mondiale polarisante du capitalisme.

### L'option d'un développement autocétré est incontournable

Le développement autocétré (ou encore «*développement endogène*», en anglais *self reliant*), a constitué histori-

quement le caractère spécifique du processus d'accumulation du capital dans les centres capitalistes et a déterminé les modalités du développement économique qui en sont résultées, à savoir qu'il est commandé principalement par la dynamique des rapports sociaux internes, renforcé par des relations extérieures mises à son service. Dans les périphéries par contre, le processus de l'accumulation du capital est principalement dérivé de l'évolution des centres, greffé sur celle-ci, en quelque sorte «*dépendant*».

Le développement autocétré suppose donc ce qu'on peut appeler une maîtrise des cinq conditions essentielles de l'accumulation:

- la maîtrise locale de la reproduction de la force de travail (ce qui suppose à un premier stade que la politique d'Etat assure un développement agricole capable de dégager des surplus vivriers en quantités suffisantes et à des prix compatibles avec les exigences de la rentabilité du capital, et à un second stade que la production en masse de biens salariaux puisse suivre simultanément l'expansion du capital et celle de la masse salariale);
- la maîtrise locale de la centralisation du surplus (ce qui suppose non seulement l'existence formelle d'institutions financières nationales mais encore leur autonomie relative par rapport aux flux du capital transnational) garantissant la capacité nationale à en orienter l'investissement;
- la maîtrise locale du marché (largement réservé en fait à la production nationale, même en l'absence de fortes protections tarifaires ou autres) et la capacité complémentaire d'être compétitif sur le marché mondial, au moins sélectivement;
- la maîtrise locale des ressources naturelles (qui suppose au-delà de leur propriété formelle, la capacité de l'Etat national de les exploiter ou de les garder en réserve; en ce

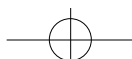
sens les pays pétroliers qui ne sont pas libres en fait de «fermer robinet» — s'ils venaient à préférer garder ce pétrole dans leur sous-sol plutôt que de posséder des actifs financiers dont on pourra à tout moment les exproprier — n'ont pas cette maîtrise);

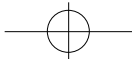
- enfin, la maîtrise locale des technologies en ce sens que, inventées localement ou importées, celles-ci peuvent être reproduites rapidement sans qu'on soit contraint indéfiniment d'en importer les inputs essentiels (équipement, savoir-faire, etc.).

Les Etats et les bourgeoisies qui contrôlent ces cinq éléments de la production sociale méritent — et méritent seuls — d'être qualifiés de bourgeois et d'Etats nationaux.

Le concept de développement autocétré, auquel on pourrait opposer le concept antinomique de développement dépendant (produit par l'ajustement unilatéral aux tendances dominantes qui commandent le déploiement du capitalisme à l'échelle mondiale) n'est pas réductible à l'antinomie stratégies substitution d'importations/stratégies orientées par l'exportation. Ces deux derniers concepts relèvent de l'économie vulgaire qui ignore que les stratégies économiques sont toujours mises en oeuvre par des blocs sociaux hégémoniques à travers lesquels s'expriment les intérêts dominants de la société du moment. Au demeurant, même dans le cadre de l'économie vulgaire, toutes les stratégies mises en oeuvre dans le monde se combinent la substitution d'importations et l'orientation exportatrice, dans des proportions variables selon les conjonctures du moment.

La dynamique du modèle du développement autocétré est fondée sur une articulation majeure, celle qui est en relation d'interdépendance étroite entre la croissance de la production de biens de production et celle de la production de biens de consommation de masse. Les économies autocétrées





## Le finance du développe **ment**

it pas fermées sur elles-mêmes; au contraire, elles sont agressivement ouvertes dans ce sens qu'elles façonnent, par leur potentiel d'exportation, le système mondial dans sa globalité. Cette articulation correspond à un rapport social dont les termes majeurs sont constitués par les deux blocs fondamentaux du système: la bourgeoisie internationale et le monde du travail. La dialectique du capitaliste périphérique et l'antinomie du capitalisme centralisé — centré par définition — est fondée sur une autre articulation principale qui met en relation la capacité d'exportation, d'une part et la consommation — importée ou produite localement par substitution d'exportation — d'une minorité, d'autre part. Ce modèle définit la figure du comprador — par opposition à la bourgeoisie nationale — des bourgeoisies de la périphérie.

### Le lecture critique des tentatives historiques d'un développement autocentré ou socialiste pose

Depuis trois quarts de siècle, la question du développement autocentré et la déconnexion est posée pratiquement par toutes les grandes révolutions sociales contre le capitalisme réel existant: dans les révolutions socialistes russe et chinoise comme dans les mouvements de libération des peuples du Tiers-Monde. Cela étant, les réponses historiques qui ont été données à cette question, en rapport avec celles qui ont été données à tous les autres aspects de la problématique du développement des forces productives, de la libération nationale, du progrès social, de la démocratisation de la société, doivent faire l'objet d'une lecture critique permanente, tenant les leçons de leurs succès et de leurs échecs. En même temps, et parce que le capitalisme se transforme, évolue et s'adapte en permanence aux défis qu'il représente pour lui les révoltes des peuples, les termes et conditions dans lesquels se posent ces questions

sont eux-mêmes l'objet d'une évolution permanente. Développement autocentré et déconnexion ne sauraient donc jamais être réduits à des formules toutes prêtes valables pour toutes les situations et tous les moments de l'évolution historique. Ces concepts doivent être respectés en fonction des leçons de l'histoire et de l'évolution de la mondialisation capitaliste.

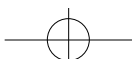
La longue vague de libération nationale qui a balayé le Tiers-Monde dans l'après-seconde guerre mondiale s'est soldée par la constitution de nouveaux pouvoirs d'Etat assis principalement sur les bourgeoisies nationales qui ont contrôlé, à des degrés divers, les mouvements de libération nationale. Ces bourgeoisies ont produit des projets de «développement» — une véritable idéologie du développement — conçus comme des stratégies de modernisation visant à assurer «l'indépendance dans l'interdépendance mondiale». Ces stratégies n'envisageaient donc pas de déconnexion au sens véritable du principe, mais seulement une adaptation active au système mondial, un choix qui, avec d'autres, exprime bien la nature bourgeoise nationale des projets en question. L'histoire devait démontrer le caractère utopique du projet, qui, après s'être déployé avec succès en apparence entre 1955 et 1975, s'est essouffé, conduisant à la recompradorisation des économies et des sociétés de la périphérie, imposée par le moyen des politiques dites «d'ouverture», de privatisation et d'ajustement structurel unilatéral aux contraintes de la mondialisation capitaliste.

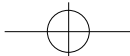
Par contre, les expériences dites du socialisme réellement existant en URSS et en Chine avaient effectivement déconnecté au sens que nous donnons au principe, et, dans cet esprit, construit un système de critères de choix économiques indépendant de celui imposé par la logique de l'expansion capitaliste mondiale. Ce choix, comme d'autres qui l'accompagnaient, traduit l'origine authentiquement socialiste des intentions des forces politiques et sociales à l'origine des

révolutions en question. Cependant, confrontés aux choix entre l'objectif de «rattraper à tout prix» par un développement des forces productives commandant l'adoption de systèmes d'organisation à l'image de ceux mis en place dans les centres capitalistes et celui de «construire une autre société» (socialiste), les sociétés soviétique et chinoise ont progressivement donné la priorité au premier terme de l'alternative, au point de vider le second de tout contenu réel. Cette évolution, elle-même le produit de la dynamique sociale, s'accompagnait de la formation progressive d'une nouvelle bourgeoisie. L'histoire a démontré le caractère utopique de ce projet prétendu socialiste, en réalité de la construction d'un «capitalisme (d'Etat) sans capitalistes», la nouvelle bourgeoisie aspirant à un statut «normal», analogue à celui qu'elle a dans le monde capitaliste. En même temps, et très logiquement, la nouvelle bourgeoisie a mis un terme à la déconnexion. Le problème du retard historique des pays en question n'en est pas réglé pour autant; tout au contraire, le rétablissement d'un capitalisme normal intégré au système mondial conduit directement à la «repériphérisation» des sociétés en question.

L'érosion et la faillite des projets du «développementalisme» des pays du Tiers-Monde et du soviétisme (le soi-disant socialisme réel) joint à l'approfondissement de la mondialisation capitaliste dans les centres dominants de l'Occident ont ouvert le champ au discours unilatéral dominant, proposant l'inscription dans la mondialisation capitaliste comme un choix sans alternatives.

Il s'agit là d'une utopie réactionnaire puisque la soumission aux impératifs de l'expansion du marché mondial toujours bidimensionnel ne permet pas de dépasser la mondialisation polarisante. Le développement autocentré et la déconnexion restent donc la réponse incontournable au défi de la nouvelle étape de mondialisation capitaliste polarisante.





## e paradigme du développement

### **Les caractéristiques de la nouvelle étape d'expansion capitaliste qui se dessine n'abolissent pas les exigences incontournables d'options autocentrées et déconnectées**

La mondialisation qui semble s'imposer à travers le redéploiement du capitalisme contemporain abolit-elle le contraste «développement autocentré» / développement périphérique au profit d'une nouvelle forme de développement globalisé?

Le ralliement de la grande majorité des classes dirigeantes du monde au projet de globalisation néolibérale est-il l'indicateur qu'il n'y a plus de «*capital national*» (et donc de bourgeoisies nationales), que la dimension dominante du capital, la plus dynamique, est déjà transnationale («*globalisée*»)? Cette thèse, présentée dans une littérature abondante sur le sujet, est au centre de controverses (cfr. Le nouveau capitalisme mondialisé et transnational). En tout état de cause, même s'il en était ainsi, le capital transnational en question resterait l'apanage de la triade, excluant de son club fermé les pays de l'Est et du Sud. Ici, nous n'aurions plus affaire qu'à des bourgeoisies compradore, c'est-à-dire à des courroies de transmission de la domination du capital transnational de la triade. C'est bien ce que nous avons en place à l'heure actuelle; et cette image s'impose d'évidence pour beaucoup de pays sinon tous. Mais, encore une fois, est-ce là l'indicateur d'une transformation durable? Dans ce cas le «*monde nouveau*» ne serait qu'une étape nouvelle d'une expansion impérialiste ancienne, c'est-à-dire polarisante à un degré encore plus violent qu'elle ne l'a été aux étapes précédentes. Cela sera-t-il acceptable et accepté, non seulement par les classes dominées qui seraient les victimes d'une paupérisation massive aggravée, mais même par des fractions au moins des classes dirigeantes ou de forces sociales et politiques qui aspirent à le devenir.

Nous sommes néanmoins entrés dans une phase nouvelle de la mondialisation capitaliste et, de ce fait, la polarisation se manifeste dans des formes et à travers des mécanismes nouveaux. De la révolution industrielle au milieu de notre siècle la polarisation se manifestait dans le contraste pays industrialisés / pays non industrialisés. L'industrialisation des périphéries, bien que fort inégale, transfère le conflit à des plans nouveaux: le contrôle de la technologie, des finances, des ressources naturelles de la planète, des communications, des armements. (cfr. *Polarisation, capitalisme central, capitalisme périphérique*). Faut-il de ce fait, renoncer à la construction d'une économie autocentrée pour lui substituer la création prioritaire de segments hautement efficaces, capables d'emblée d'être compétitifs sur le marché mondial, comme la nouvelle expression de la vieille théorie de la modernisation le propose? Faire ce choix, c'est perpétuer le contraste entre ces segments modernisés, captant toutes les ressources locales, et des réserves inabsorbables maintenues dans la pauvreté. En contrepoint un développement digne de ce nom exige une transformation profonde et diffuse, permettant à la révolution agricole de se frayer son chemin, à un réseau dense de petites industries et de villes secondaires de remplir des fonctions irremplaçables dans le soutien de la progression générale de la société. Bien entendu les choix concrets d'étapes qui s'inscrivent dans cette perspective générale dépendant de l'issue des luttes sociales et impliquent le succès d'alliances nationales, populaires et démocratiques capables de sortir des ornières de la compradorisation.

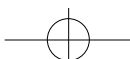
Dans la mise en oeuvre concrète des politiques d'étapes des concepts d'efficacité sociale doivent être progressivement développés, se substituant au concept capitaliste marchand étroit de «*compétitivité*».

Simultanément, la perspective à long terme de l'universalisme planétaire ne saurait être perdue de vue. La pré-

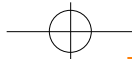
parer exige une certaine ouverture (extérieure) l'importation sévèrement choisie de technologies — encore celle-ci doit être contrôlée autant que possible pour être mise au service du progrès général et ne pas lui faire obstacle. L'évolution globale impose ici la construction de grands ensembles régionaux, particulièrement dans les espaces périphériques mais aussi ailleurs (comme en Europe) et la mise en place préférentielle et prioritaire dans ces cadres des moyens de préparer la modernisation à l'échelle mondiale et d'en transformer la nature, la libérer progressivement des critères étroits du capitalisme. Cette construction exige son tour qu'on dépasse les limites étroites des arrangements strictement économiques pour amorcer la construction de grandes communautés politiques, fondement d'un monde pluricentrique. Bien entendu, le développement autocentré et la déconnexion à cette échelle impliquent l'articulation négociée des relations entre les grandes régions considérées, tant au plan des échanges et de la détermination de leurs termes, du contrôle et de l'utilisation des ressources, qu'à celui des finances et de la sécurité politique militaire. Elle imposerait donc une reconstruction du système politique international, se libérant des hégémonismes pour s'engager dans la voie du pluricentrisme.

Les formulations du développement autocentré de la déconnexion doivent être désormais repensées dans les perspectives dessinées ici. ■

Samir Amin  
Forum du Tiers-Monde







# Placement ou déplacement éthique (1) ?

Il y a différents types d'économies. Il existe toutes sortes d'éthiques. On distingue au minimum trois sortes d'organisations économiques. Dans chacune, l'usage de l'argent s'insère de façon différente et dès lors la question des placements (2) se pose différemment.

## De la clarification de quelques notions financières à la multiplicité des éthiques

*Économie sociale, associative et solidaire* s'organise en partie sans utiliser l'argent comme créateur des liens d'échanges de biens et services. C'est le système de dons et de contre-dons que nous expérimentons tous les jours entre parents, amis et camarades sous forme de collaborations volontaires ou bénévoles. Dans le contexte contemporain, des activités sociales ou de coopération deviennent partiellement marchandes: la monnaie s'utilise comme dons et cagnottes, permet d'économiser ou joue le rôle de contrepartie en cas d'achat ou de vente.

Dans *l'économie publique et collective*, l'argent se réfère à notre contribution

obligatoire, fixée sur base de notre appartenance à une société politique: commune, région, communauté, Etat ou fédération d'Etat telle l'Union européenne. Il permet d'organiser la production et la consommation des biens et services publics tout autant que d'attribuer des allocations diverses, des pensions, le traitement des fonctionnaires, etc. ou de susciter des épargnes populaires pour le bien commun.

Au sein de *l'économie privée et capitaliste*, l'argent gagné est destiné à nos achats de consommation, au paiement des impôts et de la sécurité sociale ou à notre épargne selon nos revenus disponibles et nos besoins conditionnés par la publicité. Du côté des entreprises, il sert à payer les salaires et surtout à assurer le profit directement financier.

L'éthique est à l'ordre du jour, même à la mode, dans l'économie capitaliste contemporaine. Les journaux financiers comme les banques ou encore des grandes entreprises privées soulignent leurs soucis éthiques. A supposer qu'il ne s'agisse pas seulement d'exercices de relations publiques et de publicité, on peut se demander de quelle éthique il

s'agit? L'éthique en jeu se limite souvent à accepter, jusqu'à un certain point, les prescriptions du "politiquement correct" du moment (3). Elle se réduit tantôt à une question de transparence ou de la croissance équilibrée, tantôt à la charité ou du mécénat dit social. Elle s'inspire de l'individualisme libéral à la Rawls qui peine à concevoir une éthique transcendante, intersubjective, communautaire ou politique, dépassant l'individu. Maximiser le bien-être individuel sans préjudice pour Autrui correspond, chez Rawls, au principe libéral classique du moindre mal traditionnel. Les théories et les principes éthiques et moraux s'avèrent en réalité fort variés et parfois contradictoires.

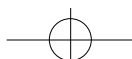
D'une part, il y a donc *le principe du moindre mal*. De caractère individualiste, non ouvert et peu dynamique, il admet le caractère inéluctable du mal. Il est d'une attitude morale sans projet. Néanmoins, d'aucuns plaident la possibilité de moraliser de cette façon nos actes, y compris nos placements. Ces placements procéderont par exclusion de certains secteurs économiques tels que l'industrie de l'armement ou l'énergie nucléaire. Certes, mieux que rien, le recours au moindre mal ne serait-il cependant pas autre chose qu'une manière malgré tout hypocrite, affreuse dans ses effets, d'apaiser la conscience?

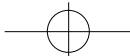
D'autre part, certains principes moraux peuvent être déduits *d'une valeur supérieure* telle du patriotisme, de l'humanisme ou d'un être transcendantal, d'un Dieu. Manifestement, ce sont des principes qui visent des projets d'actions qui dépassent l'individu. Nonobstant, nos contemporains deviennent de moins en moins sensibles à ces principes. Certes, ceux-ci

Selon Le petit Larousse, le déplacement signifie, entre autres, un «report de l'énergie psychique lié à un désir inconscient sur un objet substitutif». Cet objet, serait-ce l'argent? Celui-ci sans doute le symbole omniprésent et le signe conventionnel socialement construit par excellence. Il se prête autant au bien qu'au mal, selon l'interprétation au sein de chaque société. Le sur-inconscient réduirait-il à néant la préoccupation éthique de ce report psychique? Notre hypothèse fondamentale en est le contraire.

Il importe aussi *de ne pas confondre les termes placement et investissement*. L'un se réfère à l'usage donné à l'argent épargné tandis que l'autre correspond à la création effective d'actifs tels usines, laboratoires, machineries, immeubles, programmes informatiques, stocks des matières premières, etc.

Voir à cet égard un document exemplaire paru sous le titre «Document: Les enjeux éthiques des activités financières», in *Finances & bien commun*, n° 3, printemps 2000 ou Anne-Hélène L'Éthique financière: quelle avancée?, in *Reflets et perspectives de la vie économique*, septembre 1999.





## Placement ou déplacement éthique ?

peuvent toujours motiver les comportements de certains d'une façon positive et vers un mieux-être social. Dans notre monde fort marchandisé, ce type de comportement individuel correspondra à une ouverture de bon aloi vers Autrui. Toutefois, il risque de s'engouffrer dans l'incompétence, le paternalisme ou l'intolérance, à défaut d'un contrôle social suffisant sur ceux qui suivent ces principes.

Par ailleurs, d'aucuns préconisent ce que l'on appelle *la justice procédurale et de proximité*, une éthique basée sur la parole et la justice de projets, alors que d'autres avancent *une éthique pragmatique* où seul le résultat obtenu compte. Or, d'un côté, les procédures sont malaisées à mettre en place avec une efficacité et une mobilité suffisantes. De l'autre, le pragmatisme peut sombrer dans le non-sens caractérisé par une quête insuffisante de sens. Il reste qu'en vertu des trois dernières catégories éthiques, la pression sociale sur des banques ou assurances privées, principaux gestionnaires de notre épargne, peut s'accroître afin de faire respecter certaines règles de conduite (*Memento, 2000 & Concilier argent, éthique et solidarité, 2001*).

Enfin, *le comportement éthique peut résider dans la justice interpersonnelle, sociale et collective*. Ce comportement s'inscrit dans la réalité en tant que choix, projets et actions *en quête incessante de sens*. L'autonomie de l'individu éthique présuppose en plus Autrui. Ces choix, projets et actions se caractérisent ainsi par leurs dimensions ou échelles variant de toute petite démarche jusqu'à la grande politique. Leurs natures seraient à la fois politiques, économiques, sociales et culturelles. Ils seraient pluralistes et respectueux de l'autre, démocratiques et organisant la prise de parole de chacun. Dans cette optique, la question éthique ne se réduit pas à celle de la liberté et de l'égalité, qui n'ont qu'un caractère instrumental par rapport à la justice et au bonheur. On pourrait carrément imposer des critères de respect d'environne-

ment ou de règles minima de conditions de travail. La démarche visera une véritable éthique financière par laquelle peuvent être envisagées des stratégies personnelles, sociales et politiques.

### Peut-on élaborer une éthique financière ?

Dans le but d'élaborer une éthique en matière financière et à partir de ces raisonnements, le lecteur comprendra qu'on multiple ici des questions en lui laissant la possibilité de choisir sa ou ses réponses. Essayons de développer quelques pistes exploratoires: d'abord du côté de l'acquisition, puis du côté des dépenses de l'argent.

Nous acquérons l'argent par le travail ou par le capital et sous forme de salaire ou de profit. Existe-t-il un juste salaire, un juste profit? Depuis des millénaires, les économistes comme les moralistes n'ont pas trouvé de réponse à cette question. Ce qui est certain, c'est que le partage des recettes d'activités entre salaires et profits correspond au résultat du rapport de force ou de la solidarité entre travailleurs et propriétaires des moyens de production. La proportion de nos achats entre différents biens et services tient-elle compte du fait que nos achats correspondent à des ventes provenant d'entreprises majoritairement capitalistes et que celles-ci peuvent utiliser ces recettes de vente et organiser leurs exploitations comme bon leur semble? D'où sans doute des initiatives intéressantes du «commerce équitable» ou de boycottages déclarés contre certains pays ou biens.

Les prélèvements obligatoires d'impôts divers et de cotisations de sécurité sociales soulèvent la question du devoir et de la responsabilité civique. Quid de la fraude fiscale ou sociale, ou encore de la fixation et de l'usage des recettes budgétaires publiques? Par nos dons ou par nos contributions en nature ou en argent apportons-nous suffisamment à la création et au développement de l'économie sociale et associative, basée sur la solida-

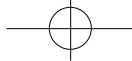
rité et la coopération? Ce type d'organisation économique n'ouvre-t-il pas une voie royale sur le chemin difficile de morale, à la fois intersubjective et politique?

A propos de l'usage donné à notre épargne, c'est-à-dire à ce qui reste après la consommation, les prélèvements obligatoires et les dons à l'économie sociale la question des placements éthiques peut enfin être envisagée sur base d'options éthiques déjà citées ci-dessus. Ici comme ailleurs, les questions sont plus nombreuses que les réponses. La propriété des sommes que l'on veut placer ou déposer est-elle légitime? Pourquoi? La plus-value, le profit ou l'intérêt qu'on souhaite dégager est-il forcé en termes éthiques? Peut-il être considéré comme appartenant au propriétaire seul, ou à celui ou à ceux qui l'utilisent sous une forme ou une autre, ou bien encore à la collectivité?

Dans nos sociétés modernes, beaucoup d'activités économiques impliquent des opérations financières: pré-souscriptions, dépôts, crédits, achats-ventes de titres, etc. Au bénéfice de qui se font-elles: propriétaires, contribuables, travailleurs, consommateurs-fournisseurs? Ce que l'on appelle le marché de l'économie privée capitaliste n'est pas neutre, tout au contraire. Dans son fondement, le marché ignore Autrui et développe des rapports de forces pures. S'y référer ne revient-il pas à s'incliner devant le plus fort au détriment du plus faible?

L'éthique «socialement correcte» d'aujourd'hui tendrait à dépasser le principe de moindre mal, un peu trop simple. En paroles du moins et en ordre d'importance, le respect de l'environnement occupe désormais une place prioritaire. Il en est presque de même pour ne pas tolérer le commerce, sinon la fabrication, de drogues ou d'armes. «bioéthique», quelle qu'elle soit, reste encore fort contestée par les «milieux intéressés», c'est-à-dire par ceux qui profitent financièrement. On entend néanmoins qu'un nombre croissant





## Le finance du développe **ment**

oyens accepteraient de placer, de cer-  
es façons, leur épargne pour autant  
elle serve à développer l'emploi ou à  
er une cause à laquelle ils sont sensi-  
sés (*Placements éthiques*, 1999 &  
*blèmes économiques*, 2000).

Quant aux droits sociaux de l'Orga-  
ation International du Travail, ils ne  
t, par contre, même pas encore  
ièrement respectés dans les pays  
veloppés, sans parler d'autres  
trées du monde. De plus, la «mar-  
ndisation du corps humain», fémi-  
ou masculin, qui bénéficie de la  
obalisation à échelle mondiale»,  
st presque jamais évoquée dans les  
ats qualifiés d'éthiques. Il s'agit bien  
endu de la prostitution toujours  
issante et de la traite humaine,  
amment des enfants.

Il reste que la mobilisation de  
argne dite citoyenne, a trait à ces  
rticuliers, attentifs et éveillés, qui ne  
haitent pas toujours un rendement  
ord financier de leur épargne et peut  
t décider qu'elle soit affectée en  
ction de valeurs d'ordre éthique (par  
mple la qualité de l'environnement,  
plus grande cohésion sociale, de  
ploi de qualité pour leurs enfants) au  
ncement d'initiatives (...). La capaci-  
le mobilisation de cette épargne est  
ourd'hui encore inconnue. Cepen-  
t, le succès progressif de fonds de  
cement à caractère éthique ou soli-  
re nous laisse croire qu'elle est gran-  
(Wasseige, 1999).

Les sentiments moraux se nourrissent  
ant du scandale du sous-développe-  
nt ou de la malnutrition des enfants  
de considérations mettant en ques-  
1 la croissance économique — qui  
ait destructrice de la société dans son  
nité — ou les dégâts écologiques  
tout genre. Quant au désir d'un cer-  
1 rendement financier, il trouve sa  
rce tout autant dans l'angoisse per-  
nelle des lendemains incertains et  
révisibles que dans les habitudes ou  
ntalités sociales, profondément  
régées du libéralisme basé sur l'in-  
idu et le profit.

### Quelle épargne pour quelle banque?

Il y aurait de plus en plus dans le  
monde des banques et des fonds com-  
muns de placement, qui revendiquent le  
vocable «éthique». Or, cette revendica-  
tion s'appuie fréquemment sur les «nota-  
tions» des firmes privées qui s'auto-pro-  
clament éthiques. Le fonctionnement de  
ces firmes n'a rien de transparent et leurs  
ressources financières proviennent des  
banques privées/capitalistes et des fonds  
de placement patronnés par ces mêmes  
banques. Est-ce un cercle «chaste ou  
vicieux» (4) ?

A New York ou Londres se multi-  
plient des banques d'investissement (qui  
ne font en réalité que des placements  
financiers!) qui recherchent des place-  
ments éthiques, voire durables (5).  
Contrairement à il y a quelques années  
où les milieux financiers rejetaient vio-  
lemment toute critique sociale ou envi-  
ronnementale provenant par exemple  
de Greenpeace, ces mêmes milieux  
engagent aujourd'hui des spécialistes de  
la question éthique ou sociale (*Financial  
Times*, du 2/3 -9- 2000). En France, «la  
collecte de l'épargne éthique et solidaire  
offre un éventail de produits et de for-  
mules de placements diversifiés, des  
OPCVM (organismes de placement  
collectif en valeurs mobilières) à l'initia-  
tive de banques et de sociétés de  
Bourse» (*Placements éthiques*, 1999).

Une banque belge (6), quasi privée et  
très capitaliste, découvre qu'une partie

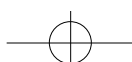
de sa clientèle souscritait volontiers à un  
fond commun de placement qui assure  
un rendement normal, comporte un  
risque faible ou fort, selon le choix du  
client, et est disposée à céder une partie  
du rendement à des associations actives  
dans le financement de projets d'ES, tant  
en Belgique que dans les pays du Sud. La  
banque garantit la non utilisation de  
fonds dans les entreprises, les branches  
ou les pays qui ne respectent pas la  
démocratie, qui produisent ou vendent  
des armements, qui développent des  
programmes d'énergie nucléaire et qui  
ont des pratiques commerciales dou-  
teuses dans un certain nombre de  
domaines. Dans ce cas comme dans  
d'autres, la certification des placements  
est confiée à une firme de «notation»  
dont le travail reste discutabile. Y a-t-il  
moyen faire des placements boursiers  
qui, directement ou indirectement, ne  
dévaloriseraient Autrui, le politique et  
l'Etat ou s'avèrent socialement destruc-  
teurs?

Sans doute y a-t-il au moins deux ou  
trois lectures de ces expériences. D'une  
part, on ne peut que se féliciter que des  
banques non seulement incitent ses  
clients à bien agir moralement, mais  
aussi qu'elles mettent en place les  
moyens de le réaliser. D'autre part, on  
peut se demander si les banques n'ins-  
trumentalisent pas simplement un senti-  
ment moral diffus parmi les épargnants  
relativement riches qui peuvent se per-  
mettre de souscrire à des parts de fonds  
de placement ( $\pm$  10% de la population)

(4) J'apprécie par contre la campagne lancée en Belgique par un grand nombre d'associations so-  
le nom d'ETHITOP. Elle propose que chaque épargnant questionne ses banques ou compagnies d'a-  
surance, ainsi que les fonds qui dépendent de ces dernières, sur la manière d'utiliser l'argent qu'  
leur confi

(5) Voir Les placements durables (2000) qui expose d'une façon approfondie les positions c  
banques à propos du "développement durable et éthique" et les placements boursiers. Tout au lo  
de cet exposé, il y a une confusion entre placements en valeurs mobilières et investissements réel  
créateurs de richesses, des revenus et d'emplois. Il confond aussi le terme marché avec les entr  
prises capitalistes qui vendent des produits aux consommateurs afin d'augmenter leur rentabilité e  
faveur des leurs actionnaires. Il évoque des préférences des épargnants non analysées et non expl  
rées pour voiler les préférences évidentes des banques privées pour faire des opérations à prof  
approprié par quelques-uns. Enfin, il amalgame l'entreprise privée durable et le développeme  
durable de la société. D'où l'association plus que discutabile entre placements éthiques et durable  
et développement éthique et durabl

(6) Dont évidemment il n'est pas question de faire la publicité, puisqu'elle est privé





## Placement ou déplacement éthique ?

et, grâce à ces derniers, contribuent à légitimer une économie basée sur le profit et l'accumulation. Enfin, les banques ne s'érigent-elles pas en mécènes envers l'économie sociale qui, à son tour, peut devenir fort dépendante de l'économie privée/capitaliste.

Quelle que soit la formule, le critère de rendement financier minimal resterait soit celui fixé par des banques privées oligopolistiques (7), soit celui de la Bourse, c'est-à-dire, le marché dominé par des propriétaires capitalistes peu nombreux, tout à fait minoritaires au sein de nos sociétés.

### Une optique d'économie sociale du Nord au Sud et du Sud au Nord

Dans l'optique d'une économie sociale et du point de vue financier, un financement solidaire correspond à épargner et à prêter en se basant sur la solidarité contractuellement établie. Adaptée aux besoins de chaque entreprise, de chaque village, de chaque initiative et de chaque famille, elle est souvent fondée sur une cotisation régulière et socialement contrôlée, ainsi que sur le principe de caution solidaire à l'égard des emprunteurs. Ceux-ci peuvent recourir à un financement à tour de rôle strictement régulé. On peut ainsi financer le démarrage d'une activité économique, à moyen terme une embauche ou un animal à engraisser ou à long terme la construction d'une maison familiale.

L'économie sociale connaît des espaces qui ne sont réductibles ni à la distance ni à la surface. L'espace social correspond en réalité à l'expression spatiale de la solidarité et de la culture de familles, d'ami(e)s ou de groupes par les activités non liées nécessairement à un endroit déterminé: production et consommation, loisirs et sports,

réunions et rencontres, actions sociales, chemins de déplacements, divers lieux fréquentés pour une raison ou une autre, etc. ainsi qu'entre Nord et Sud, entre Est et Ouest. C'est précisément cet espace de proximité — qui s'inscrit dans un temps social également — qui permet de maîtriser ou de rater les opérations d'épargne ou de prêts au sein de l'économie sociale (Grégoire, 1992).

«Pourquoi et comment développer l'épargne sociale, comment en faire bénéficier les ONG et à travers elles des actions et projets partenaires au Sud, quels types d'instruments encourager, avec quelles contraintes et quelles caractéristiques?» s'interrogent CREDAL et Magasins du Monde-OXFAM (in Rousseau, 1998). Jadis, les banques publiques ont eu pour mission le développement social et notamment le logement social, la coopération au développement, les P.M.E., les infrastructures publiques, les communes ou municipalités, les initiatives de la société civile, etc. Il en a été de même pour les banques coopératives ouvrières. Aujourd'hui, tous ces établissements sont devenus (semi-)privés et poursuivent l'objectif prioritaire de la rentabilité financière des capitaux investis.

Les tenants du capitalisme reprocheront toujours aux entreprises d'économie sociale une série de caractéristiques: absence ou faible rémunération du capital, petite taille des projets, gestion démocratique efficace ou primauté de la finalité sociale. Or, ces caractéristiques constituent l'essence même de l'économie sociale et attirent un certain nombre d'épargnants. S'il faut résumer les reproches, il suffit de dire que le tort de l'économie sociale, c'est de ne pas être ni privée, ni capitaliste. ■

Nicolas Bárdos-Féltoronyi,  
professeur à l'Université  
catholique de Louvain

### BIBLIOGRAPHIE

Ces lignes s'inspirent notamment de . articles: «La banque et la Foi d'un lai paru in *Lumen Vitae*, vol. XLI, 1986, n° «L'homme et l'argent», paru in *Cahiers de l'Ateliers de l'Humanisme*, n°8, 1998 a. que de mes contributions à J. Etienne P. Watté (sous la direction de), *Vers l'éthique de l'économie*, CIACO, Bruxelles 1990 et à l'Association Oecuménique p Eglise et Société & Commission Justice Paix, *Pouvoir bancaire et problèmes éthiques*, Bruxelles, 1981. Elles reprennent également des larges extraits de mon livre paru chez l'EVO sous le titre «Economie sociale et solidaire – théories et pratiques»

*Ethique et économie*, in Lettre mensuelle socio-économique du Secrétariat du Central de l'économie, février 2001; ce texte ne comporte aucune bibliographie

Grégoire (1992), Pascal, *Des coopérations des associations et de leurs (nouvelles) formes de financement — Présentation et analyse du pôle financier alternatif de l'économie sociale belge — jalons pour une économie sociale*, mémoire de licence à la I Saint Louis, Bruxelles

*Memento des produits financiers éthiques solidaires* (2000) & *Concilier argent, éthique et solidarité* (2001), actes du colloque de décembre 2000, organisé par Le Réseau Financement Alternatif, Nan

*Placements éthiques* (1999), Les, publié conjointement par La Vie, hebdomadaire chrétien d'actualité et par le magazine Alternatives Economiques, 1er trimestre, Paris

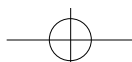
*Problèmes économiques* (2000), Economie solidaire et sociale, n° 2.677, 30 août

Rousseau (1998), Christian (sous la direction de), *L'épargne Nord-Sud*, Magasins du Monde-Oxfam et CREDAL, Louvain-la-Neuve

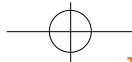
Wasseige (1999), M. de, P. Courtout d'autres, *Quel financement pour le troisième système? - Recherches-action en Espagne, France, Belgique et Portugal*, IRED Nord, Roubaix

idem (2000), *Le crédit alternatif en question ou Qu'est-ce qui fait courir CREDAL*, mémoire de fin d'études, UCL-FOP Louvain-la-Neuve

(7) Le secteur bancaire est particulièrement concentré et ne connaît occasionnellement de concurrence que dans telle ou telle activité où la banque veut élargir sa position.







# Singularité africaine et valeurs transculturelles

L'ajustement économique est lié à l'ajustement culturel.  
A voir en Afrique...

L'Afrique au sud du Sahara fait l'expérience depuis les années 80 d'un double mouvement de libéralisation économique et de libéralisation politique pour les plus pessimistes et de transition démocratique, pour les plus euphoriques. Ce double mouvement est justiciable d'un double questionnement qui tente de rendre compte de manière différente des situations africaines. On a d'une part la lecture proposée par les chercheurs et d'autre part celle des politiciens, des responsables d'agence de financement international et des bailleurs de fonds. La préoccupation commune qui guide ces réflexions et prescriptions est la suivante: comment réduire les écarts économiques, politiques, sociaux et culturels entre l'Afrique et l'Occident développé? Plutôt, comment intégrer l'Afrique dans le mouvement général de l'économie et de la politique, dans le moment contemporain de la mondialisation économique politique et sociale? Accompagnant ce questionnement est l'impérieuse nécessité d'ajuster les économies et les cultures africaines pour assurer une participation saine, économique et commerciale à l'économie mondiale.

Pendant longtemps — et aujourd'hui encore pour beaucoup d'entre eux — les politiciens occidentaux et africains ont traité l'Afrique comme une entité singulière. Elle ne serait donc ni prête, ni apte à s'approprier les principes démocratiques comme formes d'organisation et

de régulation des sociétés africaines. Deux raisons spécifiques sont évoquées. D'abord une histoire africaine, absolument différente des trajectoires historiques européennes en trois moments:

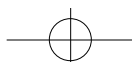
## Le moment précolonial

Cette période se décline dans les termes suivants: la centralité de la parenté qui imbibe les relations sociales qu'elles soient publiques ou privées, politiques ou économiques et tissent des réseaux de subordination, d'inégalité et de loyauté, au détriment de la responsabilité et de la comptabilité (accountability) et bien entendu de la sanction, positive ou négative; l'absence d'une séparation nette entre le domaine public et le domaine privé, plutôt le chevauchement entre le public et le privé; l'encastrement du religieux dans le politique et le social et de l'économique (l'enrichissement, l'accumulation, la redistribution, le pouvoir d'enrichir ou de réduire la pauvreté...) dans le politique.

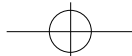
Ces éléments, produits par une histoire particulière au cours de la période précoloniale se sont présentés et ont fonctionné avec une intensité plus ou moins variable, aménageant des espaces de participation de certains acteurs et groupes sociaux, plus ou moins larges, selon qu'il s'agissait de sociétés hiérarchisées (royaumes ou empires), de sociétés égalitaires ou segmentaires. Dans ces conditions, y compris dans les systèmes les plus égalitaires ou segmen-

taires, la structuration en aînés et cadets — surtout cadettes — anéantissait complètement les principes de la délibération, de la compétition pour les charges publiques et de la validation ou non des pouvoirs. Ces trajectoires historiques changeantes et heurtées n'inclinent pas à considérer la palabre et la recherche de consensus — une singularité africaine qui s'oppose à des civilisations d'opposition et de conflits ouverts — sont loin de pouvoir être considérées comme des formules démocratiques ou qui assurent réellement une participation des individus ou des groupes sociaux, en tout temps ou tout lieu. Elles ont certainement, à des moments précis, favorisé le maintien et la consolidation de contre-pouvoirs. Mais dans beaucoup de situations et de sociétés africaines différentes, pour des raisons diverses, les contre-pouvoirs se sont effrités face au développement de la centralisation étatique et de la militarisation de plusieurs systèmes politiques. Ceci, bien avant la période coloniale.

Cette trajectoire de la soumission des pouvoirs locaux et contre-pouvoirs à la logique des centres politiques est un trait assez caractéristique de l'histoire africaine, plus particulièrement entre la période de la traite négrière et la conquête coloniale. Elle fonde probablement l'idéologie de la subordination totale au chef qui a été célébrée et mise à l'œuvre par les «pères fondateurs des nations africaines» et leurs héritiers. Le parti unique, le mouvement unique des jeunes, des femmes, des syndicats en sont les principaux instruments.







## ingularité africaine et valeurs transculturelles

### La période coloniale

Les systèmes coloniaux qui se sont mis en place, dans leurs variétés, partagent quelques traits communs. Ils n'étaient pas démocratiques mais parfaitement et naturellement inégalitaires, hiérarchisés et répressifs. La géographie des pouvoirs et les appareils de la gouvernance coloniale française, avaient le souci principal de sélectionner des intermédiaires sociaux pour réussir l'arrimage des sociétés africaines à l'Etat colonial. La recherche de chefs d'une loyauté à toute épreuve, explique l'extraordinaire difficulté des pouvoirs coloniaux de type jacobin (France, Portugal et Belgique) à produire, par leur intervention, des formes de domination locale dans des sociétés dites «égalitaires» ou «fétichistes».

Ces circonstances dessinent des figures particulières qui survivront à la domination coloniale, tels que le contrôle draconien de toute expression politique, l'administration de la politique, de l'économie, de la société et l'absence d'une civilité indigène, en dehors de celle des colonisateurs et de l'élite post coloniale qui lui succède. L'accent particulier mis sur les communautés et leurs coutumes — produites par la manipulation des traditions — a imposé une justice administrative et une tradition de force et d'autorité, par opposition à l'autorité de la loi. Le résultat le plus dramatique de cette trajectoire, pour l'actualité africaine est l'absence totale de dialogues politiques inter-ethniques, et la circonscription exclusive des manifestations politiques, sociales et culturelles dans l'espace communautaire. L'intégrisme ethnique de l'ethnologie et de la gouvernance coloniale a provoqué

ainsi une fragmentation des sociétés indigènes dont l'unique trait d'union demeura les pouvoirs coloniaux, bloquant ainsi l'absence d'une expression et d'un espace politique communs/partagés par les habitants d'une même colonie.

### Les indépendances

La première période considérée ici comme la période nationaliste, s'est construite sur l'idée principale qu'il était nécessaire de construire un Etat fort pour réduire la diversité des sociétés africaines, mobiliser les forces vives de la nation, résister au marché mondial et réaliser le développement national et le rattrapage des sociétés européennes. Cette perspective était largement partagée par les chercheurs occidentaux, africains, les leaders politiques dans une volonté commune de moderniser les sociétés africaines. L'entreprise de développement et de modernisation qui était au cœur du projet nationaliste s'est muée en une entreprise délibérée de construction d'Etats autoritaires dirigés par des élites corrompues.

Elle s'est manifestée de plusieurs manières: dans la surveillance, l'encadrement et la répression. Par son obsession administrative, l'Etat a réussi à imposer et inscrire, dans le corps et la tête des Africains, ses institutions et sa classe dirigeante (1), comme les seuls instruments et bénéficiaires du pouvoir sur la société et l'économie. Le caractère central et la centralisation à outrance de l'Etat ont eu des conséquences incalculables sur la construction des «nations africaines». Les détenteurs du pouvoir d'Etat n'ont pas eu à soutenir directe-

ment la concurrence d'autre leaders tarissant et/ou subordonnant d'une manière ou d'une autre, tout autre l'absence de pouvoirs, d'enrichissement ou de prestige social et cela, pendant au moins deux décennies.

La géographie du pouvoir d'Etat colonial s'est ingénie à s'accommoder des pouvoirs qui se préoccupaient non pas de lui disputer la scène, mais de dérober à son espace pour ne pas subir sa violence. Face aux logiques de surveillance, d'encadrement et de punition, les sociétés africaines ont constamment tenté de se soustraire à l'entreprise de totalisation étatique qu'elles ont cherché à déjouer ou à exploiter par les ruses de la dissimulation. Plusieurs qualifications ont été testées sur le marché de la science politique et des études africaines pour décrire et conceptualiser ces trajectoires d'évitement (exit option), de contournement, de dérobade et d'incertitude.

Le maintien de ce mode de gouvernance, après le transfert du pouvoir expliquerait, selon P. Ekeh, le divorce entre l'Afrique réelle, celle des communautés et des ethnies et l'Afrique officielle, celle des leaders nationalistes de leur bureaucratie (2).

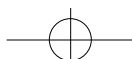
Les commentaires politiques et économiques actuels, qui insistent sur la bonne gouvernance, définie selon les canons des organisations de Bretton Woods, dans le contexte de la plus grave dépression économique que l'Afrique n'ait jamais connue, ne rendent-ils pas encore un peu plus complexe, la question de la représentation populaire, de la démocratie et de la bonne gouvernance?

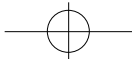
### Le projet contemporain

La décomposition du projet nationaliste s'ouvre sur trois événements: l'adoption des programmes d'ajustement structurel, l'intensification des mouvements sociaux et les réfections institutionnelles et constitutionnelles (modes de gestion politique des sociétés africaines). L'analyse de ce triple événement est l'objet de nombreuses controverses, portant aussi bien sur leur nature que sur des questions théoriques au su-

(1) Je suspends pour le moment la caractéristique de ce groupe social comme constitutive de l'élite, pour n'insister que sur sa position dominante, dirigeante, en termes de position de pouvoirs. On se portera avec utilité sur cette question à Fawzi Mellah, «Le développement politique: Rôle et limites de l'administration publique. Eléments pour une analyse de l'Etat en Afrique». In *Annuaire du Tiers Monde*, VIII, 1982-83, (77-85).

(2) P. Ekeh, «Colonialism and the Two Publics in Africa: A Theoretical Statement» in *Comparative Studies in Society and History*, 17, 1, January 1975, (91-112), p. 8. Voir aussi la plainte de B. Ogidson, *The Black Man's Burden. Africa and the Curse of the Nation-State*. London. James Currey, 1992, face aux résultats très décevants du nationalisme africain et M. Diouf, «Les paroles politiques africaines. Des luttes anti-coloniales aux conférences nationales» in *Gemdev* (sous la direction), *Intégration régionale dans le monde. Innovations et ruptures*. Paris, Karthala, 1994, (264-272).





## Le finance du développe **ment**

la bonne gouvernance, de la société civile, de la démocratie et de la participation populaire, puisque précisément il a donné lieu à des trajectoires variées, allant aussi bien des variations précoces, des traditions coloniales et des pratiques post-coloniales (restauration du multipartisme/élections et conférence nationale/élections).

Bien qu'elle soit la plus courte des périodes de l'histoire africaine, elle est l'une des plus dramatiques et des plus contradictoires. A la crise économique post-indépendantiste, combinée et accentuée par le déclin des économies africaines sur le marché mondial — les ingrédients de l'optimisme — répond comme en 1970, une effervescence populaire, l'ouverture de nouveaux territoires à la mondialisation, à l'économie et au politique du quotidien et du communautaire. La délimitation de l'affichage de nouvelles identités alternatives et de sites d'expansion politiques, célébrés par certains comme les signes de «l'avènement de la barbarie» et par d'autres comme l'annonce d'une «seconde indépendance africaine». Une espérance africaine contre l'afropessimisme de la modernité occidentale.

L'époque actuelle est un temps de profonds bouleversements des paysages politiques africains, oscillant entre les tentatives démocratiques et les tentatives toujours recommencées des anciens régimes autoritaires de conservation des pouvoirs et privilèges (Gabon, Côte d'Ivoire, Mauritanie, Kenya...) et des nouveaux régimes démocratiques d'élargissement des libertés nouvellement acquises (Bénin, Niger, Madagascar). Ce mouvement de transition est une des causes de la violence (ethnique, religieuse, domestique, publique et privée) et du délabrement de l'espace public qui accompagnent le processus de libéralisation politique. La violence et délabrement qui se conjuguent dans la part d'incertitude, dans la tension qui se joue, créant une tension entre, d'un côté, la volonté et la capacités des pouvoirs autoritaires de récupérer, dévoyer ou étouffer le processus de démocratisation et de l'autre, l'interven-

tion du «bas» qui s'exerce sous la forme de la contre-manifestation légitimiste, de l'émeute, du pillage, du massacre et de la délinquance quotidienne. En bref, des peuples qui se sont volontiers inscrits «contre la démocratie».

La violence qui rythme les transitions politiques africaines semble aussi intimement liée à la difficulté de passer de la mobilisation des mouvements sociaux, sur la base de motivations et intérêts propres à chacun d'eux, qui a brutalement mis fin aux régimes autoritaires, à la consolidation démocratique, assignée à l'élite politique par l'ensemble de la littérature. Cependant la capacité de circulation de ces derniers et leur culture de partage, entretiennent des logiques de recours systématiques à la violence.

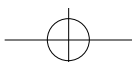
Selon certains analystes, la poussée démocratique est le résultat de la pulsion propre des systèmes politiques africains. Par exemple, la revendication la plus décisive, celle du multipartisme n'aurait souvent été qu'un avatar des luttes de clans internes aux régimes établis ou aux partis uniques. Au cours de la séquence nationaliste, les groupes sociaux se mobilisaient uniquement pour se constituer en interlocuteur privilégié et/ou «reconnu» des pouvoirs publics. La crise du système de redistribution provoquée par la diminution des ressources publiques, la multiplication, l'agressivité et la diversité des «interlocuteurs» sont la cause d'une dynamique de la compétition qui elle, est susceptible d'entretenir une violence chronique. Il est évident que les nouveaux processus de régulation et d'appropriation de l'Etat, de privatisation des forces publiques (armée, gendarmerie, police, milices), de multiplication des activités de rente, «abritées» ou illicites (drogues, armes, trafic d'animaux, de pierres pré-

cieuses, activités de contrefaçons...), débouchent de plus en plus sur des situations de guerres civiles (Liberia, Sierra Leone...) ou de soustraction de larges portions du territoire national à l'autorité du pouvoir central.

Et, à cause de ces situations très complexes les aspects institutionnels et constitutionnels sont «débordés» par des pratiques de toute sorte couvrant un très large spectre, de certaines communautés s'assurant une autonomie hors d'atteinte de l'Etat, aux groupes en conflit ouvert et souvent sanglant avec l'Etat pour le contrôle du pouvoir et/ou de certaines ressources, en passant par la négociation et les marges de la société, de l'Etat et de l'économie. En dégonflant le renouvellement de la classe dirigeante, par la réduction des capacités d'affichage et de prééminence des porteurs de la modernité, la crise africaine a ouvert la voie à de nouveaux chantiers et à de profonds bouleversements qui, de manière sommaire peuvent se résumer de manière suivante. La démographie a jeté sur la scène politique africaine, une nouvelle génération, née après l'événement fondateur des nations africaines, les indépendances.

Accrochée à des traditions réinventées et mixées avec des valeurs d'un monde global, exclue de la munificence postcoloniale et de ses lieux de sociabilité, (reconnaissance, droit à l'expression, au travail, à l'éducation...) numériquement majoritaire et politiquement réduite au silence des cadets sociaux, elle s'invente sa propre sociabilité dans des entreprises communautaires et/ou religieuses (3). Animatrice de la violence politique, des émeutes urbaines aux armées intégristes islamiques, principaux chefs de guerre des conflits armés et actes criminels de violence gratuite,

(3) Voir à ce sujet, O. Kane, op. cit; R. Marshall, «Power in the Name of Jesus. Social Transformations and Pentecostalism in Western Nigeria», in T. O. Ranger & O. Vaughn (eds) Legitimacy and the state in Contemporary Africa. Oxford, McMillan, 1993 (213-246); R. Otayel «Une Relecture islamique du projet révolutionnaire de Thomas Sankara» in J-F. Bayart (sous la direction), Religion et Modernité Politique en Afrique noire. Dieu pour tous et chacun pour soi Paris, Kartahala, 1993 (101-160) et L. Brenner, op. cit





## ingularité africaine et valeurs transculturelles

de vandalisme, des grèves d'élèves et d'étudiants, la jeunesse inscrit par la violence son espérance déçue par les restaurations démocratiques.

Les transformations démographiques ont aussi remis en cause plusieurs certitudes dont l'homogénéité du monde urbain et la capacité de la ville à inventer une culture homogène contre les particularismes. Le retournement qui en est la cause est la perte de la «vision d'une élite unie dans ses intérêts et ses valeurs qui étaient associées, sans que l'on s'en doute, à une population urbaine fortement minoritaire face à la masse des réseaux» (4).

L'éclatement de la cohésion des porteurs de la modernité a entraîné l'assomation, par chacun de ses segments d'un discours qui lui est propre. Au délabrement physique de l'espace de déploiement de l'autorité, se combine une fragmentation des groupes sociaux dirigeants (gouvernement, syndicats, étudiants, élèves, entrepreneurs...). Aux failles occasionnées par la dislocation physique et la fragmentation idéologique, se fauillent de nouveaux réseaux (économiques, politiques, ethniques, féminins...) qui prennent une importance grandissante. Ils sollicitent une variété de repères identitaires (localité, âge, sexes, objectifs communs, promotion de...). Leur fluidité, plasticité et origine souvent contingentes ont un impact considérable sur les demandes sociales et politiques.

L'affaiblissement continu de l'Etat et l'intensité de la compétition sociale au sein et entre les groupes, groupes de moins en moins soumis à l'autorité des pouvoirs publics, expriment un refus de plus en plus radical du modèle intégrateur — les PAS inclus — des élites. C'est le cas des commerçants nigériens, des intégristes algériens ou tunisiens, des revivalists chrétiens (born again, pente-

côtistes...) zimbabwéens, ghanéens, nigériens, zambiens et des dissidences sud-soudanaise, touareg, ougandaise, joola, zulu...

Deux cas permettent d'illustrer de manière précise la défiance de certains groupes à la suite des transformations présentées ci-dessus, les commerçants et les femmes. Les premiers ont maintenu pendant un peu plus de deux décennies, des relations très complexes, parfois conflictuelles, souvent de complicité avec les élites politiques pour l'obtention de licences d'import-export, de monopoles... La crise des années 80 et la libéralisation politique et économique, leur ont ouvert des capacités nouvelles, à cause de leur mainmise sur le commerce des produits et des intrants agricoles et de leur contrôle du secteur informel qui pourvoit dans une large mesure à la garantie des équilibres sociaux, à accroître leur emprise sur des paysannes qui tentent, elles aussi, de s'organiser en syndicat.

Quant aux femmes, la profonde transformation de leur rôle politique et/ou de leur repositionnement dans l'espace public semble être intimement liée aux nouveaux statuts économiques au sein et en dehors du ménage, que leur a assigné la crise. De ressources politiques, elles sont devenues des actrices, profondément inscrites dans des logiques d'inclusion, redéfinissant ainsi aussi bien les relations entre l'Etat et les acteurs sociaux mais aussi les imbrications entre espaces publics/espaces privés. La manière dont aujourd'hui, les femmes africaines investissent les espaces libérés par la crise économique et politique rejette les affiliations sectoriales parce que justement elles insistent sur la mémoire commune de leur exclusion du secteur formel économique, des structures et institutions politiques et une expérience de gestion d'organisa-

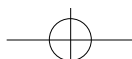
tions informelles, petites et autonomes. Les organisations féminines n'engagent pas nécessairement le combat frontal contre l'Etat mais sont si fortement en cinées qu'elles présentent de multiples facettes leur offrant des possibilités variables et différentes d'usages, des pratiques communautaires aux plus publiques.

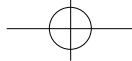
Engager ou non la lutte contre l'Etat intervenir au niveau central ou local, sont pas des éléments décisifs des activités d'associations qui se donnent comme vocation de prendre en charge la diversité de la vie des individus et des groupes. Par conséquent, la transition quelle que soit sa forme (restauration multipartisme/élections ou conférences nationales/élections) est fortement liée à la diversification des groupes sociaux, l'affaiblissement de l'Etat dans sa capacité de redistribution, de répression et marchandage géopolitique sur la scène internationale, a provoqué une nouvelle géographie et des mécanismes inédits de distribution du pouvoir, directement influencés par les rapports de force entre les différents groupes.

Cette nouvelle géographie du rôle exclusif sur des usages communautaires y compris de l'espace public (des groupes et associations) et privé (de la classe dirigeante moderne) est accentuée par le déplacement des modalités d'impulsion du développement, de la mobilisation vers la technocratie. Ce processus, à l'écoute du FMI et de la Banque Mondiale, postule la réduction des capacités politiques et citoyennes des individus, de certains groupes (syndicats, fonctionnaires, élèves, étudiants), comme une condition essentielle aux manifestations autonomes et aux forces du marché.

La technocratie n'est pas la seule force prise en étau entre la contradiction, les réfections politiques et les exigences de la restauration des équilibres macroéconomiques. Si le contexte réactivé le rôle d'acteurs très tôt exclu du jeu politique (les syndicats et les organisations de jeunes et de femmes) l'entrée en scène de nouveaux acteurs

(4) OCDE/BAD, « l'Emergence de la compétition. Transformations et Déséquilibres dans les sociétés post-africaines »; Draft, 1994, p.6. Pour l'analyse des questions démographiques, j'ai considérablement bénéficié de mon association aux travaux de l'équipe CINERGIE/CLUB DU SAHEL, qui a mené ces travaux du WALTPS.





## Le finance du développe **ment**

iders religieux et entrepreneurs économiques), la rhétorique des forces de la nation, dans le discours des différences nationales ne saurait masquer, comme dans le cas nigérien, la marginalisation des ruraux, trop perceptibles à l'influence de l'ancien régime. Les animateurs des conférences nationales, comme ceux qui participent aux activités politiques, après la restauration multipartisme, se recrutent parmi les élus du pouvoir autoritaire. En effet, même certains observateurs l'ont fait remarquer, on a plutôt assisté à une nouvelle redistribution des cartes parmi une ère d'une étonnante stabilité depuis des décennies.

Il est difficile de tirer une conclusion de ces trajectoires heurtées, parfois divergentes, souvent changeantes. Elles sont toujours violentes d'acteurs individuels et collectifs, institutionnels et économiques, pris à la charge par des transformations qu'ils subissent et/ou subissent à partir de sources, de motivations, de formes d'appropriation, d'intérêts concurrents de sites différents. Comment faire converger des ensembles hétérogènes sous une volonté commune de vivre en commun? Est-il possible et à quelle condition de créer une sociabilité et une civilité propre à assurer des modes démocratiques de gestion des sociétés des économies africaines? En tout cas, selon le politologue nigérien Ouedde Ake, ni les procédures démocratiques, ni les institutions de la bonne gouvernance ne sont suffisantes sans un enracinement profond dans les valeurs des sociétés africaines, et les normes dans lesquelles elles fondent et légitiment les modalités de la représentation.

Entre l'espoir et la violence, les sociétés africaines dérivent vers un futur présentant des ouvertures: soit une violence matérialisée, soit la renaissance. Les trajectoires africaines ne défient pas seulement les projets de restaurations institutionnelles et constitutionnelles mais elles ne sauraient être réduites à la lecture dichotomique de l'Etat contre la société civile dans la mesure où les

acteurs en présence ont des stratégies au-delà et/ou en deçà de l'Etat selon leurs intérêts du moment, leurs mémoires et leurs expériences. Ils voyagent littéralement entre les espaces disjointes de la bureaucratie, de la classe politique dirigeante et les espaces indigènes aux référents multiples qui se sont lentement frayé un chemin pour la négociation ou l'affrontement.

Chaque acteur ne se limitant pas bien sûr à la maîtrise ni d'une seule langue ni d'une procédure unique de manifestation dans l'espace public. Leur plasticité tout comme le recours systématique à différentes modalités d'intervention les situent au cœur de l'Etat mais aussi là où il n'est pas présent. Selon certains analystes, la poussée démocratique est le résultat de la pulsion propre des systèmes politiques africains. Par exemple, la revendication la plus décisive, celle du multipartisme n'aurait souvent été qu'un avatar des luttes de clans internes aux régimes établis ou aux partis uniques.

Au cours de la séquence nationaliste, les groupes sociaux se mobilisaient uniquement pour se constituer en interlocuteur privilégié et/ou «reconnu» des pouvoirs publics. La crise du système de redistribution provoquée par la diminution des ressources publiques, la multiplication, l'agressivité et la diversité des «interlocuteurs» sont la cause d'une dynamique de la compétition qui elle-même est susceptible d'entretenir une violence chronique.

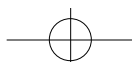
Peut-on (doit-on?) enfermer ces parcours inattendus et concomitants, ses engagements multiples, licites et illicites, cette diversification des acteurs publics et privés et de leurs intérêts, dans les catégories clés des nouvelles formes d'intervention bilatérales qui se sont imposées avec les notions de bonne gouvernance, de décentralisation, de développement local et surtout de société civile. Elles organisent un discours général sur la réforme de l'Etat et la redéfinition de son rôle dans l'économie. La plupart des observateurs sont d'accord pour dire que cette approche

dépolitise la question de la démocratisation pour ne s'intéresser qu'aux aspects techniques de la bonne gouvernance.

En conséquence, elle ne peut prendre en considération les dynamiques propres aux sociétés africaines et les réponses que celles-ci proposent tant au plan économique que politique. Au contraire, il faudrait tenir compte des logiques de chevauchement et des engagements multiples des acteurs qui imposent, transactions et négociations à tous les niveaux et lieux de pouvoir, pour dépasser les réformes techniques et procéder à une réforme en profondeur des sociétés africaines. Il faudrait une réforme qui tienne compte des dynamiques internes et de l'historicité propre aux sociétés du continent et de leurs manières de s'inscrire dans la mondialisation. Ni l'appropriation de recettes élaborées ailleurs (ownership), ni la transposition de projets qui ont réussi ailleurs (success stories) ne parviendront à masquer ou contrecarrer l'extraordinaire motricité des variables locales. ■

Mamadou Diouf \*

\* Directeur du «Council for the Development of Social Science Research in Africa» (CODESRIA). Extrait d'un ouvrage de l'auteur intitulé «Libéralisations politiques ou transitions démocratiques. Perspectives africaines». Dakar, Codesria, Nouvelles Pistes, n°1, 1998.





# Financement du développement et conditionnalité

## > Le FMI et les pays africains

La conditionnalité est le principal levier d'une conception du développement inspirée des politiques menées par le Fonds monétaire international. L'Afrique est sans aucun doute l'illustration évidente de ce lien.

La conditionnalité occupe une place importante dans le financement du développement des pays africains depuis plus de deux décennies en raison du rôle de catalyseur de crédit conféré au FMI par la communauté financière internationale et la structure des flux à destination du continent au cours de cette même période. En effet, dès le début des années 1970, le financement des pays en développement a connu une rapide mutation. Essentiellement publique jusqu'alors, la privatisation du financement extérieur marque une rupture importante. Toutefois cette privatisation des financements extérieurs ne s'est pas opérée de façon homogène dans l'ensemble des PVD. Les pays africains, pour l'essentiel n'ont reçu que de faibles montants de prêts bancaires. L'essentiel de leur financement est réalisé à travers des flux publics, bilatéraux et multilatéraux, à conditions concessionnelles et à taux fixes.

Certes au début des années 1960, certains créanciers publics et privés

avaient commencé à lier leurs prêts aux décaissements du FMI, mais c'est au cours du retournement de tendance des années 1980 que, face à des créanciers sensibles au risque de défaut, la discipline imposée par le FMI est devenue pour de nombreux pays la condition de retour des financements extérieurs (1). A la fin des années 1970, les pays africains dont les économies ont été affectées par l'instabilité des cours des matières premières et le renchérissement des prix du pétrole, n'avaient plus qu'un seul recours pour financer le déficit. Le FMI devient un «partenaire» incontournable car l'octroi d'un crédit par ce dernier s'apparente à un «certificat de bonne conduite» obtenu pour la qualité des politiques économiques pratiquées et permet aux pays africains de solliciter les créanciers bilatéraux et multilatéraux ou même les marchés financiers internationaux.

Dans ce contexte, la conditionnalité devient un instrument privilégié pour le FMI car elle est intimement liée à la procédure de l'assurance de tirage ou «stand-by». Elle se révèle une contrainte inédite pour les pays africains.

Pourtant, dans les statuts initiaux du FMI, il n'existe aucune disposition sur la conditionnalité (2). Le concept sera introduit progressivement et sera systématisé en septembre 1968 lorsque les Administrateurs de l'Institution rendent

obligatoires les clauses d'échelonnement (qui prévoient le rythme des tirages), les clauses de réalisation (qui imposent au pays des objectifs quantitatifs) et les clauses de consultation (qui définissent le calendrier des consultations).

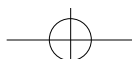
Pour apprécier l'importance de la conditionnalité dans les politiques économiques des pays africains, il suffit d'examiner les fondements théoriques du programme d'ajustement et les instruments proposés par le FMI pour améliorer les déséquilibres des balances des paiements (A) afin de comprendre les réactions suscitées par leur application (B).

### [ A ] L'approche monétaire de la balance des paiements : fondement théorique de la conditionnalité

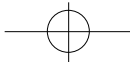
Pour faire court, nous dirons que les tenants de l'approche monétaire de la balance des paiements défendent une thèse selon laquelle le déficit des paiements extérieurs est d'origine monétaire. Par conséquent le rétablissement de l'équilibre de la balance des paiements nécessite une réduction du crédit international: réduction du financement monétaire de l'Etat et des crédits à l'économ

(1) M. AGLIETTA, S. MOATTI (2000), *Le FMI, de l'ordre monétaire aux désordres financiers*, Economica, Paris.

(2) M. LELART (1988), *Les opérations du Fonds Monétaire International*, Economica, 2ème édition, Paris.



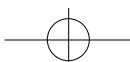


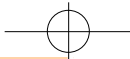


# Le finance du développe **ment**

**N°29**  
mars-avril 2001

GRESEA **Échos** —





## Financement du développement et conditionnalité

Certes, les approches diffèrent dans leurs champs d'analyse et leurs démarches théoriques. Néanmoins elles convergent pour expliquer que l'origine principale des déficits reste un excès de la demande. C'est la raison pour laquelle les programmes d'ajustement combinent ces approches pour expliquer l'origine des déséquilibres des balances des paiements. En particulier, les politiques de réduction de la demande préconisées par le FMI dans les PAS des pays africains sont théoriquement inspirées par le modèle de POLAK (3). L'analyse de ce dernier part de l'hypothèse selon laquelle la demande de monnaie domestique est stable au cours du temps. Elle permet d'établir une relation entre le secteur financier, le secteur monétaire et la balance des paiements dans les pays en développement. Le niveau du crédit interne est la variable instrumentale qui permet la restauration de l'équilibre sur le marché monétaire. Ainsi, à court terme, une augmentation du crédit interne est automatiquement compensée par une perte de réserves internationales par le biais des taux d'intérêt afin de conserver l'équilibre sur le marché monétaire. A partir des années 1980, le modèle sera amélioré pour d'une part introduire plus de souplesse (4) et d'autre part intégrer de nouveaux concepts théoriques. C'est ainsi qu'à la suite d'EDWARDS (1989), HAQUE, LAHIRI et MONTEIL (1990) vont développer un modèle qui aura pour but d'expliquer les effets des paramètres macro-économiques prenant en compte les anticipations rationnelles des agents avec des

formulations originales des fonctions de comportement (5).

Si la stabilisation macro-économique était nécessaire, la pertinence des références théoriques et la capacité des programmes d'ajustement à relancer la croissance étaient loin de faire l'unanimité. Du coup, la conditionnalité a été critiquée d'abord au niveau politique par des gouvernements qui se sont déclarés contraints et forcés de mettre en œuvre des PAS pour obtenir des ressources au niveau du FMI et de la Banque Mondiale mais aussi et surtout au niveau académique.

### [ B ] Les réactions académiques face à la conditionnalité

Ces réactions se retrouvent tant au niveau de la problématique qu'au niveau des instruments.

#### 1) La problématique de l'ajustement insuffisamment maîtrisée

Du point de vue de la problématique, les critiques vont se focaliser pour l'essentiel sur l'analyse institutionnelle, les fondements micro-économiques des comportements, les dysfonctionnements du marché et la non prise en compte de la dimension sociale.

Selon DURUFLE, un objectif de besoins de financement extérieur inférieur à 5% du PIB suppose une réduction de la demande intérieure de plus de 12% du PIB ce qui n'aurait pour résultat que d'engendrer une spirale déflationniste et

ne peut permettre de réduire les déficits et de rétablir la solvabilité. **En d'autres termes, l'ajustement est à court terme incompatible avec la solvabilité** : seul un desserrement des contraintes financières permet des perspectives de croissance. En outre, il préconise des réformes économiques en émettant des réserves sur les privatisations et la libéralisation de l'économie nationale (6).

- **La non prise en compte de la spécificité des comportements micro-économiques des agents dans les sociétés africaines**

conduit les analyses économiques de la crise à sous-estimer les montants des transferts et des facteurs qui les déterminent (7). En somme, les spécificités des structures sociales africaines demeurent des contraintes non prises en compte par l'analyse du FMI et dont la compréhension est nécessaire pour l'efficacité des politiques économiques.

- **La place excessive accordée à la régulation par les prix est un autre grief.**

Le marché occupe une place centrale dans les politiques économiques proposées par le FMI car il constitue le fondement de la politique économique libérale. Toutefois, le fonctionnement des économies des pays en développement révèle des formes de régulation macro-économique et des logiques de comportement micro-économiques qui rendent inopérantes les tentatives de régulation fondées exclusivement sur les prix (8). Par conséquent le marché libéral ne serait pas la panacée pour les pays africains, eu égard à la faiblesse du secteur privé et au degré de dépendance de ces économies.

- **En raison des coûts sociaux qu'ils ont engendrés, les programmes d'ajustement ont eu des effets sur la répartition des revenus et le niveau de vie des populations africaines.** C'est pourquoi différentes analyses se sont évertuées à comprendre leurs implications sociales sur les populations les plus défavorisées (UNICEF).

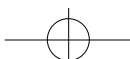
(3) J.J.POLAK (1957), «Monetary analysis of Income Formation and Payments Problems», *IMF Staff Papers*, Vol 6.

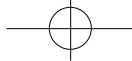
(4) S. EDWARDS (1989), «The International Monetary Fund and The developing countries: a critical evaluation», Carnegie, *Rochester Conference Series on Public Policy* 31.

(5) N. HAQUE, K.LAHIRI et P. MONTEIL (1990), «A macroeconomic model for developing countries», *IMF Staff Papers*, vol37, Septembre.

(6) G. DURUFLE (1988), L'ajustement structurel en Afrique équatoriale, Côte d'Ivoire, Madagascar, Karthala

(7) F.R. MAHIEU (1989), «Transferts et communauté africaine», Stateco n° 58-59, Juin 1989; INSEE, pp.107-136 et (1990), *Fondements de la crise économique en Afrique*, L'Harmattan.





## Le finance du développe **ment**

Les critiques sur l'ajustement et la station vont au-delà de la problématique, elles portent aussi sur les instruments utilisés.

### Des instruments contestables

Les critiques formulées à l'encontre des instruments remettent en cause l'efficacité de la dévaluation et révèlent d'une part, une incompatibilité entre la réduction du crédit intérieur et restauration de la croissance, et d'autre part l'inertie des programmes d'ajustement à maintenir les pays de la zone sur un sentier de croissance durable.

- **L'efficacité limitée des dévaluations :** Par la manipulation du taux de change, on recherche plusieurs objectifs parmi lesquels une réduction de la demande globale dont l'excès par rapport à l'offre domestique est à l'origine des déséquilibres internes et externes, et une réallocation sélective des revenus par la modification des prix relatifs intérieurs favorisant un déplacement des facteurs en direction des secteurs dits exposés au commerce international aux dépens des secteurs abrités. Pourtant, plusieurs facteurs tant du côté de l'offre que du côté de la demande, susceptibles d'engendrer une contraction de l'activité et de l'emploi, ont été identifiés pour souligner l'inefficacité des dévaluations (9).

- **La réduction du crédit intérieur comme facteur de blocage de la croissance à long terme :** le crédit intérieur est l'instrument le plus utilisé pour les politiques de stabilisation dans les pays de la zone franc (10). De plus, presque tous les accords de confirmations comportent des plafonds limitant l'expansion des crédits à l'économie. Pourtant plusieurs analyses ont montré que si une réduction du crédit intérieur a un effet positif sur la balance commerciale, elle engendre un effet négatif sur l'inflation, le niveau d'activité et sur

l'investissement, d'où une incompatibilité entre la stabilisation par la réduction du crédit interne et l'ajustement qui doit restaurer la croissance à long terme (11).

- **La libéralisation comme panacée pour une meilleure allocation des ressources.** La libéralisation occupe aussi une place importante qui aurait pour effet d'augmenter l'efficacité des ressources employées et une meilleure allocation des ressources disponibles car la concurrence internationale exerce un effet stimulateur sur les économies concernées. La structure des pays africains est telle que les biens échangés ne sont pas compétitifs au niveau international. Comme les importations de biens n'ont pas de substituts au niveau national et que les exportations concernent des biens non consommés localement, la loi du prix unique ne joue qu'un rôle secondaire dans l'allocation des ressources. Par ailleurs, la théorie partisane d'une ouverture commerciale qui améliore le bien-être en égalisant les prix au niveau international est fondée sur l'hypothèse de plein emploi des facteurs, ce qui n'est pas le cas. Même si tel était le cas, la croissance des secteurs des biens exportables se ferait au détriment des autres. Par conséquent, la libéralisation n'entraîne pas automatiquement une croissance économique.
- **Enfin le problème de la dette** occupe une place centrale dans l'analyse économique de la crise de ces pays. Son importance résulte de la conjonction de plusieurs facteurs:

- une épargne très faible résultant d'un faible niveau du revenu par tête qui creuse l'écart épargne-investissement;
- un faible taux de rendement du capital en termes de valeur ajoutée, qui nécessite une demande plus importante en ressources pour maintenir un taux de croissance donné et impliquant un niveau d'endettement plus élevé et une période d'emprunt prolongée;
- et enfin, des possibilités limitées d'obtention de devises compte tenu de la spécialisation en produits primaires, dont la stagnation de la valeur des exportations limite le taux de croissance du revenu, en restreignant les possibilités d'importation des biens d'investissement destinés à augmenter la capacité productive des pays considérés.

Au cours des années 1980, les perspectives de croissance des PVD étaient largement compromises par le poids de la dette.

Malgré les limites évoquées, des programmes de stabilisation et d'ajustement seront progressivement mis en place dans la plupart des pays africains à partir du début des années 1980, et ce, pendant plus d'une décennie. Sous les feux des critiques, des résistances et des échecs répétés des programmes dans la plupart des pays africains, l'intervention du FMI va évoluer à travers des mesures destinées à relancer l'offre, sans modifier fondamentalement les cadres de la conditionnalité. ■

Omar Saïp SY  
E.R.U.D.I.T.  
Université de Rennes 1

(8) A. VALETTE, (1994), «Marché et ajustement structurel. Le mariage tumultueux d'un couple célèbre», *Cahiers des Sciences Humaines*, ORSTOM, n° 30, pp. 77-89

(9) Voir C. DIAZ-ALEJANDRO (1963), «A note on the impact of devaluation and the redistributive effect», *Journal of Political Economy*, vol. 71, pp 577-580. P. KRUGMAN et L. TAYLOR (1978), «Contractionary effects of devaluation», *Journal of International Economics*, vol. 8, pp. 445-456

(10) M. RAFFINOT (1991), *Dette extérieure et ajustement structurel*, EDICEF AUPELI

(11) L. TALOR (1983), *Structuralist macroeconomics. Applicable models for the Third World*, Basil Blackwell et L. TAYLOR (1988), *Varieties of stabilisation experience. Towards sensitive macroeconomics in the Third World*, Clarendon Press, Oxford





## Le financement du développement :

# la politique de la Belgique

L'Aide Publique au Développement belge représente l'ensemble des flux financiers publics de la Belgique vers les pays en voie de développement. Ces flux sont à charge de différents opérateurs publics que sont :

- > la DGCI (Direction Générale de la Coopération Internationale);
- Le Ministère des Finances qui règle les contributions obligatoires de la Belgique à différentes institutions internationales comme la Banque mondiale, l'Union européenne ou les institutions spécialisées des Nations unies;
- Les prêts d'Etat;
- Les autres ministères;
- Les Communautés, Régions, Provinces, Communes.

La DGCI, qui draine l'essentiel de l'aide, intervient selon trois grands canaux :

1. La coopération bilatérale directe;
2. La coopération bilatérale indirecte;
3. La coopération multilatérale.

La réforme en profondeur de la coopération belge au développement, mise en oeuvre en 1998, s'est achevée en 1999 sur le plan législatif et administratif. Cette réforme s'appuie sur les recommandations suivantes :

- le renforcement de la politique;
- la concentration géographique (1) et sectorielle (2);
- la scission entre, d'une part, la politique, et d'autre part le contrôle et la mise en oeuvre;
- la décentralisation;
- des procédures mieux définies et de meilleurs guides;
- un contrôle et une inspection plus efficaces;
- une meilleure évaluation externe présentée à la direction.

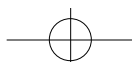
En terme de volume, le montant des dépenses consacré à la coopération gouvernementale a continuellement diminué. La Belgique se classe de la sorte au rang des petits donateurs sauf en République Démocratique du Congo et au Rwanda. L'Aide Publique au Développement nette totale de la Belgique est tombée de 883 millions de \$ en 1998 à 760 millions de \$ en 1999, soit une chute de 11% en termes réels. Le rapport APD/PNB est, lui, revenu de 0,35% en 1998 à 0,30% en 1999. Le gouvernement belge s'est pourtant engagé à accroître progressivement le budget de la coopération pour tendre au 0,7% du PNB.

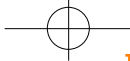
(1) La loi limite à présent la coopération bilatérale à 25 pays maximum, sélectionnés sur base de sept critères prescrits par la loi.

(2) La coopération bilatérale est désormais limitée à cinq secteurs (soins de santé de base, formation et éducation, agriculture et sécurité alimentaire, infrastructure de base, consolidation de la société y compris par la prévention des conflits) et trois thèmes transsectoriels (égalité des chances, environnement, économie sociale).

Conformément à l'accord gouvernemental et à la législation européenne en la matière, la Belgique défend le principe l'aide déliée, ce qui signifie le rejet de toute obligation contraignant à utiliser l'argent de la coopération pour acquérir des biens ou des services en Belgique. Selon une étude effectuée au niveau européen, la Belgique serait le pays avec le degré de liaison le plus bas en Europe. L'aide liée belge par rapport aux exportations totales ne représenterait que 1,7%, comparé à 4,3% pour l'Allemagne et la Grande-Bretagne, 5% pour la France et 7% pour les Pays-Bas.

Le caractère délié de l'aide ne signifie en aucun cas que les entreprises belges ne pourraient jouer aucun rôle dans la coopération. Elles ne peuvent cependant pas s'attendre à recevoir d'elle un appui direct.





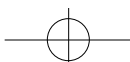
## Le financement du développement :

# Savez-vous que...

- Les années 90 ont été marquées par deux mouvements parallèles : une quasi-stagnation des flux publics à destination des pays en développement (PED) et une forte croissance des flux des capitaux privés (de 30 milliards de dollars en 1992, ils sont passés à 131,8 milliards de dollars en 1999 pour ce qui concerne les pays du CAD). (1)
- Dans le cadre des dons bilatéraux de l'APD de ces mêmes pays, c'est la coopération technique qui reçoit le plus de moyens, mais celle-ci n'a guère augmenté depuis 5 ans, elle a même sensiblement baissé. Les contributions aux organismes multilatéraux ont, quant à elles, augmenté au bénéfice principalement des banques régionales de développement.
- Seulement 3 pays sur 22 consacrent 0,7 % de leur PNB à l'APD, les autres ne comptabilisent qu'une moyenne de 0,25%. (2)  
Cette constatation est d'autant plus affligeante que le quota de base de 1% du PNB, revu à la baisse depuis son constat de non-application, était considéré comme une forme d'indemnisation, de compensation, pour l'exploitation des ressources des colonies par les métropoles à l'époque de la colonisation.
- Les flux nets de ressources à destination des PED ont augmenté au cours de la dernière décennie. Aucune région du monde en développement n'a été exclue de ce mouvement d'ensemble. Toutefois, cette tendance générale masque des contrastes importants.  
En effet, les flux privés ne sont pas venus compenser parfaitement la baisse des flux publics car ces derniers sont pour l'essentiel destinés aux pays à revenu élevé.  
Ainsi, en comparant les pays d'Afrique à ceux d'Asie, on remarque que les flux à destination des pays africains, en net recul en termes réels depuis 10 ans, sont constitués presque exclusivement d'aide officielle. Alors que dans les pays asiatiques, l'essentiel des flux, s'inscrivant en nette hausse en termes réels depuis 10 ans, sont de source privée.
- Dans le cas de l'Afrique subsaharienne, les flux de capitaux privés sont concentrés sur un tout petit nombre de pays : des prêts contractés par l'Afrique du Sud auprès de banques commerciales ainsi que des flux soutenus d'investissements directs étrangers (IDE) à destination de pays producteurs de pétrole (Angola, Cameroun, Gabon et Nigeria).
- L'Amérique latine et l'Europe de l'Est sont quant à elles davantage concernées par des prêts multilatéraux de la Banque interaméricaine de développement dans le premier cas, et de prêts de la Banque européenne d'investissement dans le second.
- Les PED peuvent désormais être classés en deux grands groupes, avec d'un côté ceux dont le revenu est relativement élevé et la crédibilité forte auprès des acteurs financiers, vers lesquels se concentrent les flux de capitaux privés, et de l'autre les pays les plus démunis qui reçoivent des dons et autres flux financiers accordés à des conditions libérales essentiellement à travers les institutions multilatérales d'aide au développement.

(1) Rapport du CAD, 2000 et Ramsès, 1998.

(2) Rapport du CAD, 2000







# Pour en savoir plus...

Après un choix judicieux parmi les acquisitions du GRESEA, je vous propose les lectures suivantes.

Marc François

## [ FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT ]

- >>> Ouvrage de référence «*Ramses 1998: rapport annuel mondial sur le système économique et les stratégies*» (IFRI; Dunod, Paris 1998), consacre un chapitre sur (notre) sujet sous le titre «*La fin de l'aide au développement?*» (p. 221)
- >>> *le Rapport annuel du Comité d'Aide au Développement de l'OCDE*. On pourra télécharger l'aperçu (50 p.) du rapport 1999 Coopération pour le Développement (janvier 2000) à partir du site <http://www.ocde.org/dac>
- >>> Vous avez aussi dans le rapport 1997, le chapitre 3: *Le financement du développement: aperçu de l'action à mener à l'aube du XXIe siècle*.
- >>> Il existe un consortium (ICA, Eurostep, Actionaid) qui publie chaque année un rapport intitulé: *The reality of aid: an independent review of international aid*.
- >>> Un petit ouvrage qui date (1994?) mais pas inintéressant même si c'est français... (A quand une même réflexion sur la politique d'aide belge?)  
*L'aide publique au développement / François-Xavier Verschave, Anne-Sophie Boisgallais; Editions Syros, Paris, 1994; 155 p. (Coll. Alternatives économiques)*
- >>> Pour la Belgique, on pourra s'adresser à la DGCI pour obtenir le rapport annuel du Secrétariat d'Etat à la Coopération ainsi que les plans et programmes politiques d'aide et de financement au développement (Rue Bréderode 6, 1000 Bruxelles, Tél: 02/519 08 81)

- >>> Le Briefing Paper n°1 Février 1996 de l'ODI (Overseas Development Institute) sous le titre «*New sources of finance for development*» (4 p.)
- >>> Le chapitre 17: *L'inventivité en matière de financement* (p. 171-181) extrait de l'ouvrage de Claude Marchant, Nord-Sud: de l'aide au contrat. Pour un développement équitable (Syros, Paris 1991, Coll. Alternatives économiques).
- >>> Michel Drouin: *Le financement du développement* (Armand Colin, Paris, 1998, Coll. Synthèse-Economie)

## [ GOUVERNANCE ]

- >>> *Mondialisation et gouvernance mondiale in: Problèmes économiques* n°2611-2612, 7 avril 1999 (80 p.)
- >>> Gouvernance internationale: I. Dispute autour du dogme libéral, II. Inégalités et marchés du travail, III. OMC, la morale de l'échange in: *Courrier de la planète* (Solagral) n°52 (mai 1999), 53 (juillet 1999), 54 (septembre 1999)

## [ PLACEMENT ÉTHIQUE ]

- >>> Les placements éthiques: L'épargne alternative et solidaire en 65 fiches in: Alternatives économiques Hors-série pratique n°3, 2e trimestre 1999 160 p.)
- >>> L'épargne et le crédit solidaire dans les pays en développement/ Christian Jacquier in: *L'économie sociale au Nord et au Sud/ Jacques Defourmy, Patrick Develtere, Bénédicte Fonteneau (Eds); De Boeck Université, Bruxelles, 1999; p. 59-72 (Coll. Ouvertures économiques)*

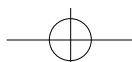
## [ FORUM SOCIAL MONDIAL À PORTO ALEGRE (BRÉSIL) ]

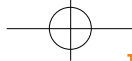
On peut trouver les principaux documents du Forum social de Porto Alegre sur le site d'ATTAC :  
<http://www.forumsocialmundial.org.br/fr/es/biblioteca/>

Dans cette bibliothèque d'alternatives vous trouverez entre autres des articles de François Houtart: *Des alternatives crédibles au capitalisme mondialisé*, ou de Samir Amin: *L'Afrique et le Sud dans le système mondial en transformation*.

## [ RÉSEAUX ET AUTRES BASES DE DONNÉES ]

- >>> Le réseau SUDOC regroupe une série d'ONGs (CETRI, COTA, CNCI, GRESEA SEDIF) qui mettent à votre disposition l'ensemble de leur documentation sur le problème de développement et sur les relations Nord-Sud:  
<http://www.sudoc.be>
- >>> <http://www.globenet.org> regroupe une série d'ONGs et associations francophones.
- >>> <http://www.oneworld.org> regroupe des ONGs et associations principalement anglophones.
- >>> ELDIS est un système d'information électronique sur le développement et l'environnement  
<http://nt1.ids.ac.uk/eldis/>
- >>> RITIMO est un réseau de centres de documentation Tiers-monde en France  
<http://www.globenet.org/ritimo/>





# 'Um outro mundo e possível' – Un autre monde est possible

## > Davos contre Porto Alegre

«Le 20ème siècle s'est achevé à Seattle, le nouveau millénaire a débuté à Porto Alegre». Cette phrase décrit bien l'état d'esprit du premier Forum Social Mondial qui a eu lieu fin janvier à Porto Alegre au Brésil. Les mouvements et organisations qui luttent pour une autre mondialisation prennent le temps de la réflexion et affirment qu'un autre monde est possible.

La ville de Davos, hôte du Forum Economique Mondial (FEM) s'est transformée en forteresse assaillie. La Suisse était en état de siège par crainte des débordements des milliers de militants venus pour protester contre ce Forum des puissants, regroupant chaque année les décideurs politiques, financiers et économiques du monde entier.

Au même moment, se tenait à Porto Alegre le Forum Social Mondial (FSM). Ce Forum aurait pu être celui des opprimés et des résistances. Porté par les mouvements sociaux — principalement du Sud — le Forum de Porto Alegre a rassemblé des participants de 117 pays. Plus de 10.000 personnes s'y sont réunies pour affirmer un modèle économique différent basé sur la solidarité, la promotion des droits, le développement durable, juste et participatif.

### Alliance contre l'ultra-libéralisme

Deux modèles qui s'opposent : celui de l'exclusion face à celui de la convergence. La convergence de mouvements citoyens, paysans, politiques, de syndicats, de peuples indigènes, de femmes ou de jeunes, d'organisations environne-

mentales, d'économie sociale, de droits de l'homme et de développement, d'institutions de recherche, d'étudiants ou encore d'intellectuels, la convergence et l'alliance entre les exclus, les exploités et les insurgés de la mondialisation s'y sont renforcées. Les victimes du modèle néolibéral, hier encore fragmenté et divisé, affirment à Porto Alegre qu'elles sont devenues acteurs pour un autre monde.

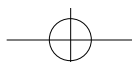
### Tina et Tata...

Après l'échec de l'AMI (Accord Multilatéral sur les Investissements), de la conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du Commerce (OMC) à Seattle, après de nombreux rendez-vous qui se sont égrainés au cours de l'année passée (Bangkok, Washington, Genève, Millau, Prague, Séoul, Nice ou Dakar), la convergence des luttes passe à une vitesse supérieure. L'argument principal des défenseurs du système néolibéral était bien de dire qu'il n'y a pas d'alternative, traduit en l'abréviation TINA (there is no alternative). Les mouvements sociaux ont relevé le défi, et à Porto Alegre c'est la TATA (there are thousands of alternatives — des milliers d'alternatives existent) qui

prédominait. 400 ateliers présentaient alternatives et discutaient stratégies et alliances.

### Le grand fossé

A Davos, les organisateurs s'affairaient pour répondre à la crise de légitimité du modèle défendu par le biais des grandes institutions financières et commerciales internationales telles que le FMI, la Banque mondiale ou l'OMC. Depuis 1971, le FEM à Davos joue un rôle-clé dans la formulation des politiques économiques mondiales. Conscient des critiques de l'opinion, le FEM voulait aborder la question: comment combler le «Global Divide», le grand fossé, qui divise les gagnants et les perdants de la globalisation? Seules quelques organisations non gouvernementales, triées sur le volet, étaient autorisées à donner leur avis. Il n'y a pas eu vraiment de réponses fondamentales aux questions posées, seulement quelques déclarations d'intentions générales et initiatives philanthropiques des entreprises. Par contre, très rapidement, les enjeux d'intérêts corporatistes liés à l'annonce d'une possible croissance zéro aux Etats-Unis et des difficultés des





## Davos contre Porto Alegre

entreprises de la nouvelle économie sont apparus bien plus importants et urgents que prendre à bras le corps les conséquences catastrophiques du fossé entre les riches et les pauvres.

### FSM : forum du futur

Le FSM avait déclaré vouloir s'affirmer comme un forum du futur. Porto Alegre a été un signal politique incontournable. Il s'agit d'une nouvelle étape importante dans un processus de résistance et de construction. En effet, le débat n'est plus celui de réformer le modèle néolibéral, ou de rendre un visage humain à la globalisation. Le débat se définit aujourd'hui autour de choix plus fondamentaux : le choix entre un modèle de compétition et un modèle de solidarité, entre une pensée unique et une pensée de diversité, entre l'exclusion par les marchés et l'affirmation des droits et de dignité pour tous, entre le pouvoir des puissants et la légitimité d'une démocratie participative.

Témoin du monde qui sépare Davos de Porto Alegre était la tentative coûteuse d'organiser un débat télévisé satellitaire entre protagonistes des deux forums. Peu d'enthousiasme à Davos pour participer au 'Bridge' entre Davos et Porto Alegre. Finalement ce sont 4 hommes blancs qui se sont présentés sur le plateau à Davos: deux représentants des Nations-unies, Georges Soros, et un directeur d'entreprise scandinave. Le plateau de Porto Alegre — regroupant la diversité des mouvements présents — ne souhaitait manifestement pas non plus participer au dialogue, se bornant à énumérer les critiques sévères sur la gestion économique du monde, et à rappeler que la légitimité et le futur du débat était dès à présent à Porto Alegre. Le fossé entre les deux Forums est aussi profond.

### Citoyenneté planétaire

La portée politique du Forum Social Mondial était bien plus basée sur ses travaux. Deux grands thèmes dominaient la matinée. Les modes de production, la distribution des richesses, le contrôle au

bénéfice de tous sur la terre, les technologies, les crédits, les marchés ont été profondément analysés à la lumière de valeurs de justice sociale, de développement durable et de dignité humaine. Le système de décision et de responsabilité politique — entre autres sur l'économique — était aussi au centre des débats : trouver les chemins d'une démocratie participative, exiger le respect des droits universels et les renforcer, le renforcement de la citoyenneté planétaire, ou encore le rôle de la société civile en tant que contre-pouvoir.

Dans l'après-midi, les organisations participantes organisaient des ateliers, présentaient des alternatives, proposaient des alliances sur des enjeux concrets, tels que la réforme agraire, le Plan Colombie, les Accords de Libre Commerce des Amériques, la dette, les OGM (organismes génétiquement modifiés), la spéculation financière.

En soirée, les témoignages de diverses personnalités artistiques, politiques ou paysannes telles que Eduardo Galeano, Luis Lula Da Silva, Oscar Niemeyer, José Bové ou Joao Pedro Stedile faisaient salles comblées.

Le Forum n'a pas eu la prétention de clôturer ses travaux par une déclaration finale. Toute déclaration finale aurait fait injustice à la richesse des débats et des alternatives. La dernière séance plénière était plutôt une fête de l'espoir pour un nouveau monde et annonçait, forte de son succès, la tenue d'un Forum Social en 2002 à Porto Alegre et dans une autre ville du Sud en 2003.

### Porto Alegre 2002

Pourtant, le prochain rendez-vous sera plus lourd d'enjeux. Certaines tentations de récupérer l'événement de Porto Alegre à des fins partisans étaient déjà perceptibles. L'impression était ressentie que certains édiles locaux voulaient en faire une tribune politique, d'autres politiciens français y ont vu une manière de se profiler. Vraisemblablement, ces tentations seront plus fortes l'année prochaine.

Certains préféraient voir le Forum comme un rassemblement plus mobili-

sant en soutien à des luttes qu'elles soient locales ou globales. La V Campesina a ainsi témoigné sa solidarité avec le Mouvement Sans Terre qui occupait un centre expérimental d'OGM de Monsanto. Ils ont rappelé de manière concrète que la mobilisation reste indispensable si les rapports de force veulent être changés.

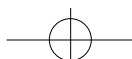
La première édition du Forum Social a vu certaines absences. Il était remarquable que le continent sud-américain soit finalement représenté, mais les représentants de mouvements et organisations africaines et asiatiques étaient encore trop peu nombreux. La préparation de l'édition de 2002 devra vraisemblablement se baser beaucoup plus sur les dynamiques régionales.

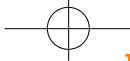
Quelques grandes organisations internationales plus institutionnalisées qu'elles soient ONG de développement, de droits de l'homme ou d'internationale syndicale n'ont plus répondu à l'appel. Certains sont certainement prudentes par rapport aux mouvements anti-globalisation, d'autres sont déroutées par un mode de fonctionnement sans structures de décision centralisées. Plus fondamentalement, certaines ONG préfèrent se distancier des mouvements sociaux et renforcer leur approche de lobby.

Le second Forum Social Mondial de Porto Alegre en 2002 sera un rendez-vous important à plus d'un titre. ■

Thierry Kesteloot

(\*) Thierry Kesteloot est le responsable de la campagne 'souveraineté alimentaire'. Il a représenté Oxfam-Solidarité au Forum social mondial à Porto Alegre.





# A lire...

# A lire...

# A lire... A lire...

## MONDIALISATION EXCLUANTE, NOUVELLES SOLIDARITES

Soumettre ou démettre l'OMC!

par Denis Horman

Ce livre, publié en co-édition par le GRESEA (Bruxelles), le CETIM (Genève) et LHarmattan (dans la collection Alternatives) est une mise en perspective d'analyses, de résistances et d'alternatives à la mondialisation néolibérale, portées aujourd'hui par des personnes, des mouvements mus par la conviction qu'un autre monde est possible.

Dans la première partie, intitulée «la mondialisation excluante», l'auteur éclaire, de manière concrète, les ravages actuels du «libre-échange», largement illustrés par la fonction redoutable de l'Organisation mondiale du Commerce. Les groupes industriels et financiers qui pilotent la mondialisation capitaliste, avec l'aval des institutions politiques (G7, FMI, Banque mondiale, OMC...) pratiquent l'intégration sélective et excluante dans le marché «mondialisé» et précipitent ainsi plus des deux tiers de l'humanité dans la

précarité, la pauvreté, le chômage, l'exclusion sociale. Cette situation est d'autant plus révoltante, qu'à l'aube du 21ème siècle, les progrès vertigineux des sciences et des techniques, l'augmentation continue de la richesse globale offrent des possibilités inouïes de libération.

L'auteur n'en reste pas seulement à la dénonciation. Dans la deuxième partie du livre, intitulée «les voies vers un autre monde», il met en évidence les propositions pour une redistribution globale de la richesse sociale, pour la mise au pas des sociétés transnationales, ou encore pour une agriculture tournée vers le développement durable et non vers les profits d'une

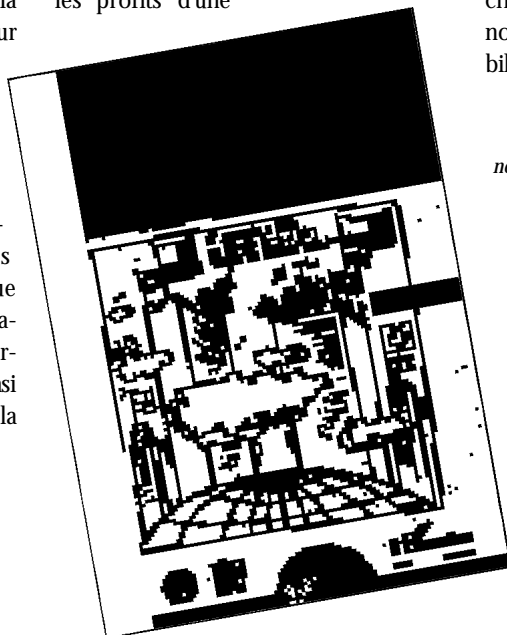
poignée de multinationales agroalimentaires.

La critique radicale de l'ordre néolibéral et l'élaboration des alternatives à la «misère du capital» posent, avec une nouvelle acuité, la question d'une autre gouvernance sur le terrain national, international, mondial. Réformer, soumettre ou démettre le FMI, la Banque mondiale, l'OMC? L'enjeu de ce débat, loin d'être abstrait, détermine en grande partie les stratégies de résistances et de luttes.

Le livre met l'accent sur «un nouvel internationalisme». Ce n'est pas un hasard. En ce début de troisième millénaire, les nouvelles rencontres et mobilisations internationales contre «la marchandisation du monde» fondent un nouvel espoir et conditionnent la possibilité de véritables changements. ■

Denis Horman, «Mondialisation excluante, nouvelles solidarités ; Soumettre ou démettre l'OMC», Ed. GRESEA/CETIM/LHarmattan, 2001, 175 pages, Prix : 600 FB, 15 Euros.

Disponible au GRESEA,  
11 Rue Royale, B-1000 Bruxelles,  
tél. : 02/219.70.76, fax : 02/219.64.86,  
e-mail : gresea@village.uunet.be.



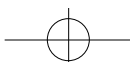
# A lire...

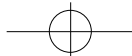
# A lire...

# A lire.

N°29  
mars-avril 2001

GRESEA Échos





Agenda

Agenda

Agenda

# Agenda

## 7 avril 2001

Le RED organise un atelier d'éducation au développement et de migrations à la maison internationale.

Infos : Cristina Reyna,  
☎ 02/213.12.40, E-mail :  
red.nordsud@compaqnet.be

## 9 et 20 avril 2001

Formation destinée aux responsables régionaux du CNCD – opération 11.11.11 et aux animateurs d'ONG participant à la campagne « Abolir la dette pour libérer le développement ».

enseignements auprès de Zohra Yassine au CNCD, ☎ 02/250.12.57  
E-mail : zohra.yassine@cncd.be

## 10 avril 2001 AM conférences- débats et PM Ateliers) et 11 mai 2001 Table ronde)

Discussions de la société civile pour une autre politique globale des migrations à l'initiative du CIRE.

Information et inscription :  
Maison du Vivier 80-82,  
1050 Bruxelles,  
☎ 02/644.17.17  
Fax : 02/629.77.33,  
E-mail : cire@brutele.be

## 11 mai 2001

Dans le cadre de la rédaction du rapport sur l'accord de partenariat ACP-CE (Accords de Cotonou) et dans l'optique de réaliser un travail s'inspirant le plus largement possible des

positions des ONG, Didier Claude ROD, Député européen, Fabienne Bédéchian & Ludovic BU Assistants Parlementaires, Groupe Les Verts / ALE organisent une table ronde de discussion sur le sujet.

Le 2 mai, de 15 heures à 18 heures, dans les locaux du Parlement européen à Bruxelles, bâtiment PH Spaak, salle 1 C 47.

Inscriptions :  
ASP 8G246, B-1047 Bruxelles,  
☎ 00 32 2 28 47 437,  
Fax : 00 32 2 28 49 437,  
E-mail : drod@europarl.eu.int

## 4 mai 2001

Les Groupes Sectoriels Education au Développement et Offre de Service d'ACODEV ont décidé d'organiser conjointement un atelier d'échanges sur les pratiques d'évaluation en Education au Développement. Le but de cet atelier n'est pas de connaître les résultats des évaluations effectuées, mais de valoriser l'expertise des ONG en mettant en exergue leurs façons de procéder en cette matière. L'atelier comprendrait deux volets :

- Un volet théorique présentant les méthodologies utilisées par des ONG qui font des évaluations des activités éducatives des autres ONG ;
- Un volet pratique par lequel des ONG qui ont déjà fait évaluer leurs activités éducatives sont invitées à partager leurs expériences, notamment sur la définition

des termes de référence et l'intégration de ces évaluations dans un processus d'amélioration de la qualité de leur travail éducatif.

Fax : 02/217.99.63,  
E-mail : wo@acodev.be

## 4 mai 2001

Le Monde selon les Femmes organise deux formations en « Genre et développement »

1. Module de sensibilisation au Genre (première approche) : le vendredi 4 mai de 10 à 15 heures : 2, Rue des alliés à 6800 Libramont.

2. Module Genre et Mouvements sociaux : le 18 juin de 9h30 à 12h30 : au Monde selon les Femmes.

PAF de 250 FB, permet de recevoir les documents.

Inscription souhaitée (nombre limité) au Monde selon les Femmes,  
18 Rue de la sablonnière à 1000 Bruxelles,  
☎ 02/223.05.12,  
Fax : 02/223.15.12,  
E-mail : monde.femmes@skynet.be

## 5 mai 2001

Manifeste Made in dignity, 15h00 Manif pour une mondialisation solidaire, départ du botanique vers les halles de Schaerbeek, à partir de 17h00 concerts.

Infos Magasins du Monde-OXFAM,  
7a rue E. Michiels, 1180 Bruxelles,  
☎ 02/332.01.10,  
Fax : 02/332.18.88,  
E-mail : denis.clerin@mdmoxfam.be

## 10 et 11 mai 2001

L'UCL célèbre le 575ème anniversaire de sa fondation. Elle organise à cette occasion un colloque consacré aux relations entre l'UCL et l'Amérique Latine intitulé: «Coopération interuniversitaire dans un monde globalisé: Regards croisés UCL-Amérique Latine». Avec la participation des anciens de l'UCL actifs en Amérique Latine notre colloque a l'ambition de débattre des défis qu'un monde de plus en plus mondialisé pose aux Universités du Nord et du Sud et de deux personnalités: sociologue français Alain Touraine et le théologien péruvien Gustavo Gutiérrez.

Infos : Pamela MEUNIER,  
Université catholique de Louvain,  
Secrétariat à la coopération internationale, Place de l'Université,  
B- 1348 Louvain-la-Neuve, Belgique  
☎ (32-10) 47 32 51,  
Fax : (32-10) 47 40 75,  
E-mail : al575@sco.ucl.ac.be

## 9, 10 et 11 mai 2001

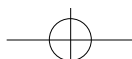
À l'occasion de son 40ème anniversaire, l'Année sociale organise un colloque.

Infos : Jacqueline Gillissen,  
☎ 02/650.33.59

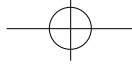
## 15 juin 2001

Le RED organise un atelier sur l'éducation au développement et Multimédia à la maison internationale.

Infos :  
Cristina Reyna, ☎ 02/213.12.40  
E-mail red.nordsud@compaqnet.be







n°29

# SOMMAIRE

## GRESEA Echos

### GRESEA Echos N°29

trimestriel mars/avril 2001

Couverture : photo COTA

réalisé avec le soutien de la DGCI (Direction générale de la Coopération internationale)

#### Éditeur responsable :

Anne Peeters

#### Responsable de la publication :

Mathalie Van Verre

#### Imprimerie et mise en page :

CO - Couleur Savoir

#### Abonnements :

10 FB - 7,5 Euros/4 numéros par an

### GRESEA

Groupe de Recherche pour une Stratégie économique alternative

11 rue Royale 11, B-1000 Bruxelles

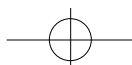
Téléphone : ++ 32 (0) 2 219 70 76

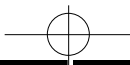
Téléfax : ++ 32 (0) 2 219 64 86

E-mail : gresea@village.uunet.be

Site web : <http://www.oneworld.org/gresea>

|  |           |
|--|-----------|
| <b>ÉDITO</b>   | <b>1</b>  |
| <b>Financement du développement : des mots et des maux</b>           |           |
| > Anne Peeters   |           |
| <b>Le développement a aussi une histoire</b>                         | <b>2</b>  |
| > Brahim Lahouel   |           |
| <b>Le paradigme du développement</b>                                 | <b>5</b>  |
| > Samir Amin   |           |
| <b>Placement ou déplacement éthique ?</b>                            | <b>9</b>  |
| > Nicolas Bárdos-Féltoronyi  |           |
| <b>Singularité africaine et valeurs transculturelles</b>             | <b>13</b> |
| > Mamadou Diouf  |           |
| <b>Financement du développement et conditionnement</b>               | <b>18</b> |
| Le FMI et les pays africains   |           |
| > Omar Saïp Sy   |           |
| <b>Le financement du développement : la politique de la Belgique</b> | <b>22</b> |
| <b>Le financement du développement : Savez-vous que...</b>           | <b>23</b> |
| <b>Pour en savoir plus...</b>  | <b>24</b> |
| <b>'Um outro mundo e possível' – Un autre monde est possible</b>     | <b>25</b> |
| Davos contre Porto Alegre  |           |
| > Thierry Kesteloot  |           |
| <b>A lire...</b>   | <b>27</b> |
| <b>Agenda</b>  | <b>28</b> |





# GRESEA Echos

« Rien n'est plus légitime que de faire apparaître clairement ce que le discours s'était efforcé de cacher et de prendre position sur les conséquences qui en découlent. »

Gilbert Rist



**Comment s'y retrouver dans les multiples débats qui tentent de faire la lumière sur les enjeux des relations Nord-Sud ?  
Comment expliquer les réalités des pays en voie de développement et les besoins réels qui s'y font jour ?**

*Telles sont quelques-unes des questions auxquelles le GRESEA Echos tente de répondre en privilégiant les voix du Sud.  
La perspective critique reste un élément incontournable de notre périodique. Sans déboucher pour autant sur des appréciations toutes faites mais plutôt sur des propositions.*

## Abonnez-vous au GRESEA Echos.

**300 FB - 7,5 Euros - 4 numéros par an.**

**Pour ce faire, renvoyez ce formulaire au GRESEA :**

- par courrier au  
11 rue Royale  
B-1000 Bruxelles ;
- par fax (02 / 219 64 86) ;
- ou par mail  
(gresea@village.uunet.be).

Je m'abonne au GRESEA Echos.

**NOM** \_\_\_\_\_

**PRENOM** \_\_\_\_\_

**ADRESSE** \_\_\_\_\_

**TEL** \_\_\_\_\_ **FAX** \_\_\_\_\_

**E-mail** \_\_\_\_\_

